

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

en page 3

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE**  
**OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1632 - 22 octobre 1999 - prix : 9F

**Renault supprime  
21 000 emplois chez Nissan**

**MICHELIN, RENAULT...**

**LES PATRONS FABRIQUENT**

**DES CHÔMEURS PAR MILLIERS**

**POUR ACCROÎTRE LES PROFITS**

**RÉQUISITION DES ENTREPRISES  
QUI LICENCIENT!**



M 6189 - 1632 - 9,00 F



**Leur société**

- 4 - Journée contre la misère
- Contrat de Plan : désengagement de l'État et impôts locaux
- 5 - Grève de la faim des sans-papiers de Saint-Denis
- 16 - L'affaire des stock-options
- Affaire Tibéri : un fromage nommé Paris

**Politique**

- 5 - Lettre d'Arlette Laguiller à Robert Hue
- 7 - Quand *Libération* prend ses idées pour celles des autres

**Tribune**

- 6 - Pari gagné pour Hue. Bon. Et maintenant?
- Réponse de Lutte Ouvrière

**Dans le monde**

- 7 - Italie: le 16 octobre de Refondation Communiste
- 8 - Portugal: élections législatives. Résultats de la gauche et de l'extrême gauche
- 9 - L'armée prend le pouvoir au Pakistan
- Tanzanie: la mort de Nyerere
- 16 - USA: liberté pour Mumia Abu-Jamal!

**Dans les entreprises**

- 10 - Centre de tri de Bordeaux
- Cegelec
- Fusions, concentrations
- 11 - Aéroport de Paris-Orly
- RATP: dépôt d'autobus des Lilas
- SNCF: Ateliers du Landy
- 12 - Hôpital de Besançon
- Au nettoyage de Peugeot à Poissy
- Alstom LCA - La Courneuve
- 13 - La Poste - Paris 09
- Centre de Tri du Landy - Paris 18
- 14 - Sncma: l'accord sur la RTT
- Bosch-Elm - Leblanc
- 16 - Guadeloupe-Martinique

**Voir et Lire**

- 15 - *Mobutu, Roi du Zaïre*, un film de Thierry Michel
- *Les saisons de Giacomo*, un livre de Mario Righi Stern

# A PROPOS DE « L'AUTONOMIE DU MOUVEMENT SOCIAL »

**Une bonne partie de la presse a fait étalage de l'appel d'un certain nombre de responsables ou de membres d'associations, s'autoproclamant « représentants du mouvement social », qui s'insurgent contre « la récupération politique » et se revendiquent de « l'autonomie du mouvement social ». Une telle sollicitude de la presse, en particulier de celle qui affiche un penchant marqué pour Jospin et le PS, s'exprimant à la veille de la manifestation du 16 octobre, organisée à l'initiative du PCF, n'est pas politiquement gratuite. Elle a visé à peser contre la réussite de cette manifestation. En vain d'ailleurs.**

Notons en passant que ces personnalités, si jalouses de leur autonomie, n'ont pas ressenti le besoin de se démarquer de cette campagne de presse au travers de laquelle ils ont été largement utilisés et « instrumentalisés », pour reprendre leur vocabulaire. Notons aussi, du même coup, que leur souci d'indépendance, et le respect de tout ce qui n'est pas eux, ne vont pas jusqu'à s'appliquer la réserve qui devrait leur interdire d'adjoindre à leur signature la référence au syndicat auquel ils appartiennent. Car les adhérents de ces syndicats ne partagent sans doute pas leur démarche. Le souci d'autonomie est donc à géométrie variable.

Annick Coupé, membre de la direction de Sud-PTT et de AC! - qui n'était pas signataire de l'appel -, mais qui se situe dans la même démarche, donne les raisons de son refus de s'associer à la manifestation du 16 octobre, dans une interview

parue le matin même de la manifestation dans le quotidien *Libération*. Elles sont significatives. Elle s'y plaint que ce soit le PCF qui ait eu l'initiative de cette manifestation, et qu'il « ait mis le mouvement social, y compris les syndicats, devant le fait accompli. Cela a commencé par un appel de Robert Hue lors de la Fête de l'Humanité, suivi de la décision de manifester le 16 octobre. C'était à prendre ou à laisser. C'est inacceptable. »

La belle affaire! Qu'ont à voir ces petites querelles de préséance, ces rivalités de boutiques, avec l'intérêt des travailleurs, y compris avec l'intérêt du mouvement social, pris au plein sens du terme? La question que l'on devait se poser n'est pas de qui vient l'initiative - il faut bien que quelqu'un en prenne - ni même quels sont les calculs des uns et des autres, et ils existent, personne ne l'ignore. Il s'agissait de savoir si cette initiative sert

ou pas la classe ouvrière et la population laborieuse, si elle leur permet de faire un pas dans la prise de conscience de leur rôle et de leur force. Il s'agissait d'apprécier si les dizaines de milliers de manifestants qui se sont retrouvés dans les rues de Paris ce samedi 16 octobre, y pouvaient aider à la préparation d'une riposte, allant en s'élargissant, à la politique antiouvrière du patronat, qui trouve ses appuis, ses relais, ses encouragements dans les mesures prises par les Jospin, Aubry, Strauss-Kahn et compagnie.

Certains de ces « représentants » du mouvement social, ceux qui donnent de la voix aujourd'hui, se désintéressent de cet aspect, préférant se draper dans leurs particularismes. Ils négligent, quant ils ne les combattent pas, toutes les initiatives qui permettraient de faire évoluer le rapport de force en faveur du monde du travail, face à ses ennemis. Pourtant une attitude inverse de celle qu'ils ont choisie aurait été plus positive et les aurait même aidé considérablement dans les combats qu'ils entendent mener, que ce soit la défense des chômeurs, des sans-abri, des sans-papiers et des autres victimes du système, et de la politique de ce gouvernement.

Ajoutons que cette « autonomie » qu'ils revendiquent est sélective. Ces « acteurs des mouvements sociaux » n'ont pas eu ce

même soin jaloux de la préserver lorsqu'il s'agissait de défilier, il n'y a pas si longtemps, aux côtés du PS, lorsque celui-ci ne répugnait pas à le faire dans la rue, c'est-à-dire lorsque ce parti était encore dans l'opposition. On les voit bien plus sourcilieux aujourd'hui de protéger leur pureté quand l'initiative vient du PCF. C'est qu'aussi radicaux qu'ils se prétendent, ils ne se situent pas sur le terrain de la lutte de classe. Ils refusent d'inscrire leur action dans la perspective du renversement du capitalisme, avec qui ils voudraient bien trouver des aménagements. En un mot, ils n'inscrivent pas leur combat dans la perspective du communisme. Ce qu'ils ne prétendent pas eux-mêmes d'ailleurs.

Leur refus de se retrouver dans la rue-heureusement certains d'entre eux y étaient - n'a pas fait avancer les choses, ni même leur cause. S'ils avaient su se garder d'un choix finalement assez politicien, en participant à la manifestation du 16 ils auraient même pu y trouver l'occasion de confronter leurs conceptions et leurs forces à celles du mouvement ouvrier, qu'il se reconnaisse dans le PCF ou dans l'extrême gauche. Mais c'est peut-être justement ce qu'ils ne voulaient pas, craignant que cette confrontation et la comparaison ne tournent en leur défaveur

J.-P.V.

**LUTTE OUVRIÈRE**

**Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste**

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE**  
internet : <http://www.worldnet.fr/~lo-uci> e-mail : [lo-uci@worldnet.fr](mailto:lo-uci@worldnet.fr)

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulowicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 12 400 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 1421 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

**SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!**

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

**ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE**

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

NOM : .....  
 PRÉNOM : .....  
 ADRESSE : .....  
 CODE POSTAL et VILLE : .....  
 COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :  
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,  
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

**L'éditorial  
d'Arlette  
LAGUILLER**

# **Renault supprime 21 000 emplois chez Nissan RÉQUISITION**

## **DES ENTREPRISES QUI LICENCIENT !**

■ L'annonce des 21 000 suppressions d'emplois chez Nissan (sans compter ceux qui vont disparaître chez les sous-traitants et fournisseurs de Nissan, et pas seulement au Japon, mais aussi en Europe) décidées par Renault, le nouvel actionnaire majoritaire de l'entreprise japonaise, évoque le précédent de Vilvorde. Mais un Vilvorde à grande échelle.

Et pas seulement Vilvorde, ni Renault d'ailleurs, car tous les grands trusts, sans exception, agissent de la même façon. Hier, les projecteurs de l'actualité se portaient sur Michelin. Un peu avant, on parlait des suppressions d'emplois dans le groupe constitué par Hoechst et Rhône-Poulenc. En fait, on pourrait faire figurer dans ce sinistre catalogue tous les grands noms, et les moins grands, du monde de la finance et de l'industrie. Ils se rachètent à qui mieux-mieux les uns les autres, et à chaque fois cela se traduit par des milliers de suppressions d'emplois annoncées. Et si l'on en fait la somme, ce sont des centaines de milliers de sans-emploi qui viennent s'ajouter aux millions qui existent déjà.

Car la principale activité de ces grandes sociétés, celle qui motive leur choix, ça n'est pas tant de fabriquer des pneus, des automobiles, des médicaments, mais de fabriquer des profits, toujours plus de profits, et du même coup de fabriquer des chômeurs, toujours plus de chômeurs.

Qu'importe aux capitalistes, aux grands patrons ou à leurs commis, que leurs décisions se traduisent par des hommes et des femmes qui risquent de sombrer dans le dénuement et la misère ! Que leur importe que cela provoque la ruine de villes, de régions entières, pourvu que cela se traduise par une rentabilité encore meilleure de leurs capitaux ! N'est-il pas à la fois révoltant, mais en même temps significatif, de constater que les actions des entreprises montent à la Bourse dès que l'on annonce des compressions de personnel ?

On veut nous faire croire qu'il s'agirait des effets de la mondialisation, c'est-à-dire d'un phénomène venu d'ailleurs, contre lequel les travailleurs, les victimes seraient impuissantes face à un adversaire lointain et anonyme. Ce qui se produit ces derniers temps vient démentir ces propos. Edouard Michelin, ça n'est pas un individu des antipodes. Il vit ici, en France, comme une partie des travailleurs dont il tire ses profits à Clermont-Ferrand, Bourges, Cholet ou Vannes. Renault, par l'intermédiaire de son PDG, Louis Schweitzer, il se trouve lui aussi ici, en France, à la tête d'une entreprise « française ». Il a été nommé par le gouvernement et c'est, paraît-il, un proche du PS. Il en est de même pour tous les fabricants de chômeurs qui tiennent aujourd'hui le haut du pavé, dans ce pays.

Les travailleurs n'ont donc nul besoin d'aller chercher on ne sait où leurs ennemis, les responsables de leur sort, ceux qui, après leur avoir fait suer sang et eau à produire leurs profits, en jettent froidement une partie d'entre eux à la rue.

Et face à un tel déferlement de plans sociaux, Jospin répète benoîtement que l'Etat n'y peut rien. Tout au plus « réguler », pour reprendre la formule utilisée à Strasbourg, après son prétendu « lapsus » de France 2. Comme si Renault ne régulait

pas à sa façon, comme si Michelin et d'autres faisaient autre chose ! D'ailleurs, en ce qui concerne Renault, l'Etat aurait le pouvoir d'intervenir, non seulement par des mesures gouvernementales, mais en tant qu'actionnaire principal de l'entreprise. Il est significatif qu'il ne le fasse pas.

Ce qui donne la mesure de sa volonté – de son absence de volonté – devrait-on plutôt dire – face à un patronat qui se sent tout permis, d'autant qu'on lui laisse les mains libres.

Chaque jour, la nécessité se fait plus impérieuse de mettre un coup d'arrêt à cette situation qui voit une dégradation continue des conditions d'existence de la classe ouvrière et des classes populaires.

Ça n'est pas vrai qu'on ne peut rien faire. Et puisque le gouvernement laisse faire, il reste aux travailleurs à s'occuper de leur sort.

Il est nécessaire d'imposer l'interdiction des licenciements et la réquisition des entreprises qui licencient, à commencer par celles qui suppriment des emplois tout en faisant des profits.

Et puisque toutes les grandes entreprises de ce pays agissent de la sorte, elles ne nous laissent plus d'autre choix.

### **La prochaine réunion du CERCLE LÉON TROTSKY**

**aura pour thème :  
LES PARTIS COMMUNISTES AUJOURD'HUI**

Vendredi 5 novembre  
à 20 h 30

Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor à Paris (5<sup>e</sup>)

Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 20 F

# Journée contre la misère POUR EN FINIR AVEC ELLE, IL FAUT S'EN PRENDRE À CEUX QUI LA CRÉENT

Dimanche 17 octobre a eu lieu « la 12<sup>e</sup> Journée contre la misère » créée à l'initiative de l'association caritative ATD-Quart Monde. Cette journée a été l'occasion de s'apitoyer sur les misères du monde et dans le monde.

A cette occasion, on a entendu Chirac, pas gêné, dire quelques mots sur la « fracture sociale » qu'il avait quelque peu négligée, même en parole, depuis son élection. Il a même émis le souhait « que cette journée mondiale du refus de la misère... soit celle de la prise de conscience, de l'action et des succès partagés » ! Rien que ça !

Cette misère, elle est présente partout, partout elle crève les

yeux. Les trois quarts de l'humanité vivent avec moins de 10 F par jour. Des millions d'enfants à travers le monde sont exploités, et sont contraints de travailler pour survivre et permettre à leur famille de subsister, et cela en dépit des bons sentiments qui figurent dans les conventions sur les droits de l'enfant.

En France le gouvernement a fait voter en 1998 une loi contre ce qu'on appelle désor-

mais l'exclusion, ce seul mot étant déjà en soi un aveu et une dérobade. Mais même sur ce terrain, selon les associations d'aide, il y a loin entre les intentions affichées et la réalité. Une triste réalité qui se manifeste, y compris dans les détails. Ce sont, par exemple, les comptes bancaires prévus pour les bénéficiaires du RMI que les banques refusent d'ouvrir. Ce sont les travailleurs en CES qui ne trouvent pas un travail de complément, que pourtant, sur le papier, on leur tolère désormais. Pire, nombre d'entre eux se retrouvent chômeurs à l'issue de leur contrat. Ce sont aussi ces jeunes de moins de 25 ans qui ne peuvent bénéficier du RMI, qui se trouvent au chômage ou

dans des emplois précaires.

Pourtant cette misère évoquée dans les médias l'espace d'un dimanche n'est pas une fatalité. Elle ne tombe pas du ciel comme ces calamités naturelles devant lesquelles on ne peut rien faire.

Ce sont les riches, les exploités qui fabriquent par charretées entières les chômeurs, en supprimant des dizaines de milliers d'emplois chaque mois, dans leurs entreprises, qui laissent sur le carreau des jeunes qui ne peuvent trouver de travail. Ce sont ces mêmes capitalistes qui ont raflé, durant des décennies, les richesses de continents entiers, comme l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine, n'y laissant que la désolation et la misère

sans fard, une misère à nu. La misère, ils l'ont créée, ils la créent tous les jours ! On ne pourra l'éradiquer sans s'en prendre à ce système, à ceux qui l'organisent, et qui en profitent. Tant que ces parasites resteront en place, on organisera, annuellement, une journée contre la misère, comme on organise chaque année une journée de la femme, parmi d'autres manifestations symboliques. Sauf que de la misère et surtout de l'injustice peuvent naître la colère et la révolte. Une colère et une révolte qui, en balayant les responsables, balaieront la misère, et du même coup tout ce rituel de compassion inopérant.

Michel ROCCO



Distribution d'aliments dans un Resto du Cœur. Quant à « distribuer » à tous des emplois et des salaires corrects, il n'en est pas question.

## Contrat de plan

# LE GOUVERNEMENT TRANSFÈRE SES OBLIGATIONS SUR LES IMPÔTS LOCAUX

Les notables régionaux et départementaux discutent depuis des mois avec les représentants du gouvernement de la mise au point du contrat de plan 2000-2006. En fait la discussion porte sur la répartition des 110 milliards que le gouvernement propose de mettre dans la corbeille.

Les contrats de plan ont été un des dispositifs qui ont accompagné la décentralisation décidée par le gouvernement Mauroy en 1983. Le but proclamé était d'aider au développement économique, au développement des infrastructures et des services publics dans l'ensemble des régions. En réalité, depuis l'origine, il s'agit pour les gouvernements de ne plus faire supporter au budget national des charges aussi nécessaires que la construction et l'entretien des routes, la construction et l'entretien des écoles, des collèges et des lycées de l'Éducation nationale, que les services sociaux, les aides à la réinsertion, la formation professionnelle... Au fil du temps tous les gouvernements, de droite comme de gauche, ont diminué la part qu'ils étaient censés verser en contrepartie de ces transferts de compétences.

A titre d'exemple, la construction des autoroutes, la construction des locaux pour les universités, la prise en charge du fonctionnement des universités, des lycées relève en principe toujours du seul budget de l'État. Mais le dernier contrat de plan, 1994-1998, a imposé aux Régions (avec leur accord)... de payer au moins 50% de certaines de ces obligations de l'État avec l'argent collecté sur les impôts locaux. Cela laisse des dizaines de milliards à la disposition du gouvernement pour arroser un peu plus encore les grands groupes industriels.

Les notables régionaux de tous bords sont complices de ce pillage des finances publiques. Aucun d'eux n'a vraiment protesté, ne serait-ce que quand le gouvernement Jospin a annoncé que le contrat de plan qui devait prendre fin en 1998 serait prorogé jusqu'en

1999. Ce qui signifie que les sommes que l'État devait reverser s'étaleraient sur 6 ans au lieu de 5. Et cela dans le meilleur des cas, car bien souvent le gouvernement n'honore même pas la part qu'il s'était engagé à payer. Cette complicité des notables locaux, quelle que soit leur étiquette, avec le gouvernement en place repose sur le fait que, fondamentalement, ils sont pour la plupart bien d'accord eux aussi pour se servir des impôts pour attribuer aides et subventions au patronat et aux classes riches.

Jospin fait, cette fois, encore plus fort avec le contrat de plan en cours d'élaboration. Il a réparti la participation globale de l'État, pour la période prochaine, sur 7 ans au lieu de 5, pour une contribution globale à peu près identique en francs constants. Mais avec de fortes inégalités selon les Régions. Ces choix de la participation gouvernementale aux différents projets, au fur et à mesure qu'on en cerne la teneur, apparaissent comme allant dans le sens d'une aide destinée au seul patronat, ou encore pour transférer aux régions le financement de ce qui n'était pas encore à leur charge, l'AFPA, le programme Trace (de formation

des jeunes) pour qui Martine Aubry avait fait voter un poste dans le budget national.

Il faut bien trouver des combines pour rassembler les plus de 450 milliards d'aides qui sont alloués chaque année au patronat,

en donnant l'impression que les impôts nationaux n'augmentent pas trop. Alors on puise dans la corbeille des impôts locaux. Encore un tour de passe-passe du couple Jospin-Strauss-Kahn.

Paul SOREL

## Les choix du gouvernement

### Un exemple en Picardie

Les services du préfet de région ont fait connaître leurs remarques sur les propositions faites par le président de droite de la région Picardie, Baur, sur le contrat de plan que ce dernier proposait et qui faisait encore une fois la part belle au patronat.

Les représentants du gouvernement ont fait savoir, entre autres, que sur le projet de contrat de plan présenté, ils refusaient toute participation de l'État à la proposition de prendre en charge la formation des chômeurs en grande difficulté, proposée pour un total de 40 millions de francs ; par contre ils étaient tout à fait d'accord pour participer à hauteur de 15 millions de francs au financement de certaines entreprises pour leur plan de formation.

Les choix du gouvernement sont sans ambiguïtés : moins pour les chômeurs et plus pour les patrons.

# LETTRE D'ARLETTE LAGUILLER À ROBERT HUE

Nous publions ci-dessous la lettre adressée par Arlette Laguiller à Robert Hue, à la suite de la manifestation du 16 octobre.

A Robert Hue.

Lundi 18 octobre 1999.

Je tiens à vous féliciter du succès de la manifestation du 16 octobre dont vous avez pris l'initiative le 12 septembre lors de la Fête de l'Humanité.

Comme tous les commentateurs l'ont remarqué, le Parti Communiste a fait à cette occasion, la démonstration de sa capacité de mobiliser et de faire descendre dans la rue des dizaines de milliers de travailleurs, de chômeurs, de licenciés, représentant une partie importante de la fraction la plus combative des classes laborieuses.

Mais, selon moi, c'est aussi la preuve que les travailleurs et les classes populaires répondent, positivement, en masse, lorsqu'on leur offre, clairement, la possibilité de réagir aux attaques dont ils sont victimes.

Bien sûr, les dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté samedi étaient en majorité des militants mais ils ne seraient pas venus aussi nombreux s'ils n'avaient ressenti autour d'eux, dans leur milieu, dans leurs entreprises ou leurs quartiers, que cette manifestation avait le soutien moral de la majorité des classes populaires. Et il est évident que tous ces militants, du Parti Communiste ou syndicalistes, plongés dans les problèmes des classes populaires étaient heureux, libérés, d'être enfin appelés à agir contre le patronat et les politiques ne prenant pas en compte leurs intérêts vitaux, voire s'y opposant.

La presse tente de nous présenter, vous et nous, comme défendant au travers de cette manifestation, des objectifs opposés. Vous dites que le gouvernement doit tenir plus compte des intérêts populaires et je dis qu'il faut contraindre Jospin à le faire.

Votre politique est de participer à ce gouvernement pour le changer de l'intérieur ce que je crois impossible, tandis que je pense qu'il ne changera que sur une pression extérieure du monde du travail. Mais malgré cette divergence, nous devrions pouvoir pour l'avenir, envisager des actions communes.

Pour en revenir à cette manifestation du 16 octobre, je suis heureuse que l'organisation que je représente, Lutte Ouvrière, ait pu contribuer, dans la mesure de ses moyens et de ses forces à son succès et cela appelle de ma part une troisième conclusion. Lutte Ouvrière représentait près de dix pour cent des manifestants mais le gros de ces derniers était des militants du PCF et cela traduit le rapport des forces militant, sur le terrain, entre Lutte Ouvrière et le Parti Communiste. Par contre, sur le plan électoral, Lutte Ouvrière a représenté entre la moitié et les deux tiers des voix du PCF. A mon sens cela démontre que si le PCF tenait un langage plus offensif, plus radical et plus clair, il retrouverait ses scores électoraux du passé et ne serait pas contraint de se limiter à être la béquille populaire du gouvernement socialiste Jospin-Aubry. J'en profite pour rajouter que, contrairement à ce que la presse me fit dire nous ne sommes pas à Lutte Ouvrière, des adversaires du Parti Communiste ou de ses militants mais de la politique suicidaire qui le conduit à perdre des voix et à être le soutien d'un gouvernement où figurent à des postes clés pour ne citer qu'eux, Aubry, ancien cadre dirigeant de Péchiney et Strauss-Kahn, soutien affiché de la bourgeoisie.

L'objet principal de cette lettre, avant la réunion des initiateurs de cette manifestation et des ralliés de la dernière heure, certains malgré eux, est de vous féliciter, je l'ai déjà dit, d'avoir pris cette initiative mais aussi de vous redire ce que je vous écrivais en septembre dans ma réponse à votre invitation sur la déclaration de Lionel Jospin selon laquelle c'était aux travailleurs d'agir contre les licenciements envisagés par Michelin :

« (...) Lionel Jospin, à propos de l'attitude provocante de Michelin, redécouvre en paroles la lutte de classes qu'il était le seul à croire disparue, car le grand patronat - Michelin comme tous les autres - n'a jamais cessé de mener une lutte permanente contre le monde du travail avec, pour résultat, le chômage que l'on sait, le développement de la précarité et l'aggravation des conditions d'existence de l'ensemble du monde du travail. (...) Voilà pourquoi je

considère et je souhaite que la manifestation que vous envisagez ne soit pas sans lendemain. Nous savons tous qu'une manifestation d'un jour, dont le patronat sait qu'elle n'aura pas de suite, n'est pas de nature à l'impressionner. La manifestation n'aura de véritable signification qu'en étant une première étape dans un plan de mobilisation de l'ensemble du monde du travail, qui, en lui redonnant confiance dans les luttes, conforterait la conviction qu'ensemble, les travailleurs ont la force de faire reculer le patronat. »

Je crois plus que jamais, que vous devez renouveler de telles initiatives, peut-être une nouvelle journée de manifestations dans toutes les villes du pays pour imposer des mesures coercitives, comme l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui en annoncent tout en ayant le cynisme d'afficher d'énormes profits. Journée d'action à laquelle il faudrait inviter les organisations syndicales à s'associer y compris en faisant campagne auprès d'elles pour que ces manifestations soient assorties d'une grève interprofessionnelle de 24 heures. Les centrales syndicales et, malheureusement, la CGT y seront peut-être à nouveau opposées. Malgré cela, comme la manifestation du 16 octobre l'a prouvé, les militants communistes qui en animent bien des sections ou des syndicats et des Fédérations, y appelleront sûrement. Ils tiendront à démontrer qu'eux-mêmes comme les travailleurs, partout dans le pays, sont prêts à réagir et de plus en plus fort si on les y appelle de façon déterminée.

Cela montrera que la manifestation du 16 octobre n'est pas un simple feu de paille sans lendemain en acceptant la continuation de la même politique. Vous avez dit qu'après cette manifestation plus rien ne serait pareil et j'espère que cette phrase a bien le sens que je lui donne et que nombreux parmi vos militants, sympathisants et électeurs ont dû lui donner.

En tout cas, nous répondrons favorablement à toute initiative dans ce sens de votre part.

Veillez agréer mes salutations communistes.

Arlette LAGUILLER

## Leur société

### Grève de la faim

# Les sans-papiers de Saint-Denis doivent être régularisés !

Cela fait 23 jours au 19 octobre que 6 travailleurs sans papiers font la grève de la faim à Saint-Denis, où ils occupent avec quelques dizaines d'autres travailleurs sans papiers ou non, l'ancienne Trésorerie de Saint Denis. Nos camarades Arlette Laguiller et Armonie Bordes, accompagnées d'une dizaine de camarades de Lutte Ouvrière, sont venues soutenir leur combat.

Ces six grévistes de la faim sont en France depuis 1982, 1985, 1990. Ils ont travaillé des années et durement en France. Ils ont fourni les papiers pour constituer leurs dossiers de régularisation. Mais le verdict est tombé, pour eux comme pour les quelque 13 000 autres sans-papiers déboutés de Seine-Saint-Denis : leur demande de régularisation a été refusée. On ne peut qu'être révolté par ce tri arbitraire, injuste, imposé par des responsables politiques qui, pour de sordides calculs politiques, condamnent en France des dizaines de milliers de sans-papiers à vivre dans la clandestinité, la précarité et le désespoir. Comme l'a souligné Arlette Laguiller, et divers soutiens des sans-papiers, la régularisation des sans-papiers est une mesure de justice.

Le silence entoure ce mouvement comme il entoure bien d'autres mouvements de protestation des sans-papiers. A l'exception de l'édition du *Parisien* de Seine-Saint-Denis, la presse écrite et audiovisuelle fait silence. Les « soutiens » se font trop rares. Tout se passe comme si les politiques de gauche, les personnalités qui ont pourtant encouragé les luttes des sans-papiers avant que la gauche accède au gou-

vernement ne voulaient pas, aujourd'hui, gêner Jospin et son équipe et ne voulaient pas faire de vagues autour de l'attitude indigne des autorités. Cela les juge.

Les grévistes de la faim, les occupants de la Trésorerie, ceux qui les entourent font pourtant largement appel à tous ceux qui, au fil des trois dernières années, les ont aidés dans leur lutte. Ils font appel à tous les militants, à toutes les bonnes volontés. Ils n'ont pas vu d'autres moyens de se faire entendre et comprendre que de recourir à cette forme de lutte dramatique qu'est la grève de la faim. Il ne faut pas les laisser se battre seuls. C'est pourquoi nous appelons ceux qui se sentent solidaires de leur combat à leur rendre visite, à les aider et aussi à intervenir auprès des autorités de Seine-Saint-Denis et auprès des responsables du gouvernement pour que satisfaction soit donnée de façon urgente à leur revendication immédiate qui est dans un premier temps la régularisation de 49 dossiers déposés en Préfecture et en même temps pour demander la régularisation de tous les sans-papiers, ainsi que la libération de tous les détenus pour manque de papiers, l'arrêt des expulsions et la mise en liberté de tous ceux qui séjournent dans les centres de rétention.

Les fax de protestation et de soutien peuvent être envoyés :

- au préfet de Seine-Saint-Denis, 124 rue Carnot 93001 - Fax : 01 41 60 58 07  
- au ministère de l'Intérieur, à l'attention de J.P.Chevenement, 8 place Beauvau - 75 008 Paris. Fax : 01 49 27 48 48

# TRIBUNE

## de la fraction L'Étincelle

### PARI GAGNÉ POUR HUE. BON. ET MAINTENANT ?

Robert Hue a gagné son pari. En tout cas momentanément. Il l'a lui-même proclamé sur toutes les antennes dès samedi, et le lendemain encore dans *Le Journal du Dimanche* : « Nous sommes en équilibre, un bon équilibre, avec un pied dans les institutions et le gouvernement, l'autre dans le mouvement populaire ». Bon prince, il a distribué des satisfecis à ses différentes troupes, y compris à l'extrême gauche antigouvernementale qui a su être responsable, tout en en recevant lui-même de ses suzerains, François Hollande et Lionel Jospin.

Il faut le lui reconnaître : ses objectifs, sur lesquels nous avons déjà insisté dans cette colonne, n'étaient pas secrets. D'abord, rappeler au PS que le PCF, malgré ses récents déboires électoraux, était bien le deuxième pilier de la gauche plurielle. Ensuite, démontrer aux militants et sympathisants du PCF, troublés, méfiants ou hostiles, que d'être au gouvernement ne l'empêchait pas d'organiser « le mouvement populaire ». Enfin confirmer au gouvernement que celui-ci pouvait compter sur l'allié PCF, capable de rallier les mécontents de gauche, et même les opposants déclarés comme LO et la LCR.

Et pour rendre cette démonstration éclatante le PCF a annoncé qu'il allait voter la loi Aubry à la veille de la manifestation. Une manifestation « pour l'emploi » qui réunissait une majorité de convaincus, y compris dans les rangs du PCF, que cette seconde loi Aubry (amendée ou pas) est « pourrie » : sans incidence sur l'emploi mais avec pour conséquences une nouvelle augmentation des subventions aux patrons et l'aggravation des conditions de vie et de travail.

La direction du PCF tenait ainsi à souligner sa politique. C'est pourquoi elle n'a pas pris de gants pour annoncer ce que l'extrême gauche savait inévitable depuis le début et que tant des manifestants craignaient ouvertement ou tout au fond d'eux-mêmes : que le PCF après avoir menacé de ne pas voter, s'incline une nouvelle fois. Elle tenait sans doute aussi à montrer à quel point elle était sûre d'elle.

Et à ce point de l'opération elle pouvait l'être. Il n'était pas dans les possibilités de LO et la LCR d'amener Robert Hue à changer de politique. Mais il n'était pas nécessaire de lui faciliter la tâche comme elles l'ont fait.

Les deux organisations ont eu parfaitement raison en répondant à sa proposition d'organiser ensemble une manifestation pour l'emploi. Mais pas en ne bataillant pas ouvertement sur les objectifs de cette manifestation, en ne proposant même pas publiquement au PCF de lui donner pour but « l'interdiction des licenciements » au lieu du vague (et bien commode pour ceux qui s'approprient à trahir) « non au chômage », en signant un appel qui reprenait la seule politique et les seuls objectifs (des plus flous évidemment) du PCF. En renonçant ainsi LO et la LCR lui indiquaient d'avance qu'elles se contenteraient de peser par la seule présence de leurs troupes (fort réussie d'ailleurs) et non par des propositions explicites et une politique offensive.

Ce dont Robert Hue avait besoin en l'occurrence c'est de la seule présence de LO et la LCR.

*Les camarades de la fraction minoritaire de Lutte Ouvrière, L'Étincelle, qui ont la possibilité depuis des années d'exprimer leur politique régulièrement dans cette tribune, de même que dans notre mensuel Lutte de Classe ou leur presse d'entreprise, ont choisi cette fois le terrain de la polémique.*

*Évidemment, quand ils se contentent d'exprimer leurs opinions, il est vraisemblable que nos lecteurs ne voient pas très bien la différence entre leurs idées et les nôtres et ne voient rien qui justifie l'existence d'une fraction ou d'une tribune. La polémique est plus facile que d'exprimer une politique autonome et claire. La polémique entre la minorité et la majorité dans les colonnes de Lutte Ouvrière n'est cependant pas dans nos conventions car nous avons des bulletins intérieurs et les tribunes de la fraction destinées à exprimer sa politique publiquement ne sont pas destinées à remplacer la discussion interne. Les propos polémiques ont, de plus, l'inconvénient de simplifier, parfois outrageusement, les propos que l'on veut critiquer plus facilement, voire d'entraîner à écrire des contre-vérités, ne serait-ce que par omission.*

*Ce texte reconnaît donc qu'il « n'était pas dans les possibilités de LO et de la LCR d'amener Robert Hue à changer de politique » mais affirme cependant que nous lui aurions facilité « la tâche » en ne « bataillant pas ouvertement sur les objectifs de cette manifestation ».*

*Que veut dire « batailler ouvertement » ? Refuser de participer à cette manifestation si Robert Hue n'acceptait pas « l'interdiction des licenciements » ? Polémiquer publiquement dans la manifestation ou dans le cadre de sa préparation ? D'ailleurs nous étions présents avec nos mots d'ordre, du moins ceux*

Ce dont il avait besoin c'est des organisations dont l'opposition au gouvernement ne fait de doute pour personne, même quand elles-mêmes la mettent en sourdine. C'était même là un des aspects essentiels de sa démonstration.

Robert Hue a eu ce qu'il voulait. Et au moindre frais (car il avait pris le risque de payer plus). La LCR demandait « une vraie loi sur les 35 heures »... comme si celle que les députés communistes, verts, MDC avec qui Alain Krivine et Arlette Laguiller ont défilé au coude à coude samedi vont voter n'était pas une « vraie » loi, bien trop « vraie » pour les travailleurs qui vont en subir les effets. Comble du comble, une majorité de LO ne disait pas un mot de cette loi ni dans ses slogans ni sur ses banderoles. Le cortège de la LCR portait un lénifiant « il faut obliger le gouvernement à changer de politique ». Celui de LO pas une ligne pour dénoncer explicitement ce gouvernement qui aide les patrons à supprimer des emplois, quand il n'en supprime pas lui-même (voir la réforme de la santé et les fermetures d'hôpitaux ou le plan dans l'automobile qui vise à remplacer 40 000 anciens par... 15 000 nouveaux). Et pour l'anecdote mais significatif : l'obligation fut faite à la fraction de laisser au vestiaire une banderole dénonçant « patronat licencieur, gouvernement complice ». Celle-ci n'aurait pas modifié le caractère de la manifestation, même pas l'aspect général du seul cortège de LO. Mais il ne fallait pas que dans celui-ci il y ait la moindre attaque explicite contre le gouvernement, c'est-à-dire la politique anti-ouvrière de la direction du PCF qui participe à ce gouvernement. Oui, vraiment, Robert Hue n'en demandait sans doute pas tant.

*« Mercredi, nous allons nous retrouver, tous les organisateurs, soit une vingtaine de formations et associations, y compris l'extrême gauche, pour tirer le bilan et voir comment ce nouveau mouvement de résistance à la mondialisation peut faire émerger des solutions nouvelles, concrètes » (Robert Hue au Journal du Dimanche). Ainsi fort de son premier succès le PCF entend l'exploiter en maintenant le front informel constitué samedi. Avec la « mondialisation » comme cible. Parfait pour le MDC, pour les Verts, pour Jospin lui-même, parfait pour le PCF qui peut continuer ainsi à « faire pression » sur un gouvernement auquel il peut participer puisque ce gouvernement se veut lui-même un rempart contre cette « mondialisation ».*

Mais pour l'extrême gauche, pour l'emploi et contre le chômage, raison d'être du front ébauché avec le PCF samedi ? LO ne va-t-elle pas regretter de n'avoir pas été bien plus explicite dans ses raisons d'en faire partie comme dans ses propositions ?

Rien n'est définitif évidemment. Une occasion perdue sera vite oubliée si LO et LCR ne se laissent pas perdre dans les faux, vagues ou confus objectifs sur lesquels Robert Hue veut regrouper autour de lui un front d'organisations. Si elles proposent au contraire l'action et la mobilisation communes sur des objectifs limités peut-être mais précis et correspondant aux intérêts des travailleurs. Et c'est bien au moment où Robert Hue montre tant d'intérêt à garder le contact avec l'extrême gauche, qu'il convient de faire ces propositions au PCF.

Jacques MORAND

*qui correspondaient à la façon dont nous voyons les objectifs communs de cette manifestation commune. Quant à la transformer malgré le PC, minoritaires comme nous étions, l'aurions-nous voulu, mais ce n'est pas dans nos conceptions, que ce n'était pas non plus dans nos possibilités.*

*L'auteur oublie d'ailleurs, polémique oblige, de se souvenir que la banderole de tête du cortège LO-LCR était « Interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits » car nous ne comptions pas peser par nos seules présences (!) mais avec nos propres mots d'ordre.*

*Quant à l'avenir, nous n'avons pas attendu les conseils du rédacteur de cette tribune pour définir ce que nous en attendions. Arlette Laguiller l'a même écrit à Robert Hue dès le mois de septembre lors de notre acceptation de co-organiser cette manifestation (cf. LO du 24.09.1999). Et voir aussi la lettre qu'Arlette Laguiller a écrite ce lundi à Robert Hue et dont nos lecteurs trouveront le texte par ailleurs.*

*Enfin il est comique de prétendre que le PCF a besoin de l'extrême gauche ou que le Parti Socialiste pourrait souhaiter, d'une façon ou d'une autre, un rapprochement du Parti Communiste avec cette dernière pour se servir de son crédit par PCF interposé. L'extrême gauche aurait pu être absente de la manifestation que Robert Hue aurait quand même gagné, politiquement, son pari qui était, non pas rappelés-le de se parer des couleurs de l'extrême gauche, mais de faire une démonstration de sa force. Ce qu'il a réussi car si l'extrême gauche représentait plus de 15 % des manifestants, les militants du PCF en représentaient près de 85 %.*

Lutte Ouvrière

# 35 heures

## Deuxième loi Aubry

# UNE LOI QUI NE PROFITE QU'AUX PATRONS

Mardi 19 octobre, par 315 voix contre 255, le second projet de loi Aubry sur les 35 heures a été adopté en première lecture par les députés. Les députés de la majorité plurielle ont ainsi apporté leur soutien au gouvernement, y compris ceux du PCF qui, à l'exception de deux d'entre eux, ont voté pour.

Alain Bocquet a justifié l'attitude du groupe communiste en déclarant que cette loi « est une aspiration profonde du mouvement ouvrier et des salariés ». Quant à Maxime Gremetz qui, quelques jours plus tôt, déclarait ce projet de loi « invotable », il s'y est rallié. Prenant prétexte de quelques modifications secondaires sur le temps partiel et le Smic, il n'a pas hésité à qualifier ce projet de « grande loi de civilisation ». On se demande de quelle civilisation il veut parler ? De celle dominée par les Michelin, Renault ou TotalFina ?

Les responsables du PCF disent qu'ils vont « continuer à œuvrer pour l'amélioration » de cette loi, car « il reste des questions importantes à résoudre ». Et d'évoquer les heures supplémentaires, le financement du passage aux 35 heures, le sort de la Fonction publique et la situation des cadres. C'est-à-dire tout ce qui est essentiel. Mais en votant le projet du gouvernement, le PCF ne s'est pas mis dans la situation la plus favorable pour faire pression dans ce sens. C'est le moins que l'on puisse dire.

En fait, même amendée, cette loi ne favorise que les patrons. Elle leur promet des centaines de milliards de francs de subventions diverses en plus de celles qu'ils reçoivent déjà. De l'argent qui sera évidemment autant de moins consacré à la Santé, à l'Éducation nationale et aux services publics utiles à la collectivité, et qui, d'une manière ou d'une autre, sera pris dans la poche des salariés eux-mêmes et des retraités.

Bien sûr, Aubry a défendu son projet en disant que ces subventions seront désormais accordées sous réserve de créer ou bien encore de sauvegarder des emplois. Mais sa loi ne prévoit aucun moyen de contrôle. « Des » emplois créés cela peut être

un seul emploi. Quant à en « sauvegarder », qui contrôlera ce que cela veut dire ?

En réalité, avec cette loi, les travailleurs ne verront pas la couleur de la réduction du temps de travail. Car, au lieu d'améliorer leur vie, la loi Aubry va l'empirer. En dépit de la mousse faite autour de ce projet, le fond de cette loi est qu'elle accepte la flexibilité du temps de travail. Cela signifie concrètement des variations d'horaires et d'emploi du temps quasiment au bon vouloir du patronat, la possibilité d'imposer la généralisation du travail le samedi et même, l'allongement de la durée effective du travail comme ont pu s'en rendre compte tous les travailleurs qui ont déjà subi les effets de la première loi sur les 35 heures.

Même en matière d'heures supplémentaires, le gouvernement reconnaît que la loi laisse une grande marge de manœuvre au patronat. Répondant aux dirigeants du Medef sur ce sujet, Aubry a ainsi tenu à préciser qu'« une entreprise peut très bien recourir à 180 heures supplémentaires dans l'année, à condition que les 50 heures effectuées en plus du contingent de 130 heures autorisées donnent lieu à des récupérations équivalentes ». En clair, cela signifie que le patronat pourra imposer un fort contingent d'heures supplémentaires aux salariés, et donc se dispenser d'embaucher pour faire face à l'augmentation des commandes.

Et puis, cette loi renvoie la discussion sur les modalités de mise en place de ces 35 heures à des négociations par entreprise ce qui, étant donné les conditions actuelles de l'emploi, le poids du chômage, les contrats précaires et le rapport de forces localement, est en faveur du patronat qui peut imposer des accords à son gré et sur mesure.

Cette loi fera sentir ses effets néfastes très rapidement, en tout cas dans l'année qui vient et la direction du Parti Communiste en subira forcément le discrédit auprès des travailleurs.

R. M.

# QUAND LIBÉRATION PREND SES IDÉES POUR CELLES DES AUTRES

Le succès de la manifestation du 16 octobre a donné des boutons à quelques journalistes, non seulement de droite, mais aussi à nombre de ceux qui sont liés à la social-démocratie.

*Libération* est un bon exemple de ce dernier cas, et n'a d'ailleurs pas craint le ridicule de se contredire d'une colonne sur l'autre. Il reconnaît, sous la plume de Jean-Michel Thénard, que si le PCF « a de moins en moins d'électeurs, il a encore des manifestants », mais c'est pour ajouter aussitôt fielleusement : « Par beau temps. Combien, une fois retiré ceux de LO, de la LCR, du MDC, des Verts ? Un certain nombre. Cela ne fait pas forcément de beaux restes, mais on ne les lui chipotera pas. Au contraire ».

Quel dommage que ce rédacteur n'ait pas vu dans son journal un article côtoyant le sien, où l'on pouvait lire : « les Verts ont eu du mal à trouver leur place. D'abord parce qu'ils étaient à peine 200, un peu plus que les membres du MDC... ». Les militants de LO et de la LCR étaient certes nettement plus nombreux. Mais ces deux organisations ne constituaient qu'un peu plus de 15 % du cortège. Autant dire que même en tenant compte des Verts et du MDC, les militants du PCF (dont beaucoup étaient aussi membres de la CGT) représentaient plus de 80 %, voire près de 85 %, de la manifestation.

Car si le PCF a beaucoup reculé en vingt ans sur le terrain électoral, il a gardé une implantation sociale et une capacité de mobilisation incomparablement plus grandes que celles de l'extrême-gauche, et a fortiori des partis comme le MDC ou les Verts. Cela déplaît à *Libération*. Mais Jospin, lui, en est parfaitement conscient, qui souhaite visiblement attacher le plus longtemps possible le PCF au char gouvernemental.

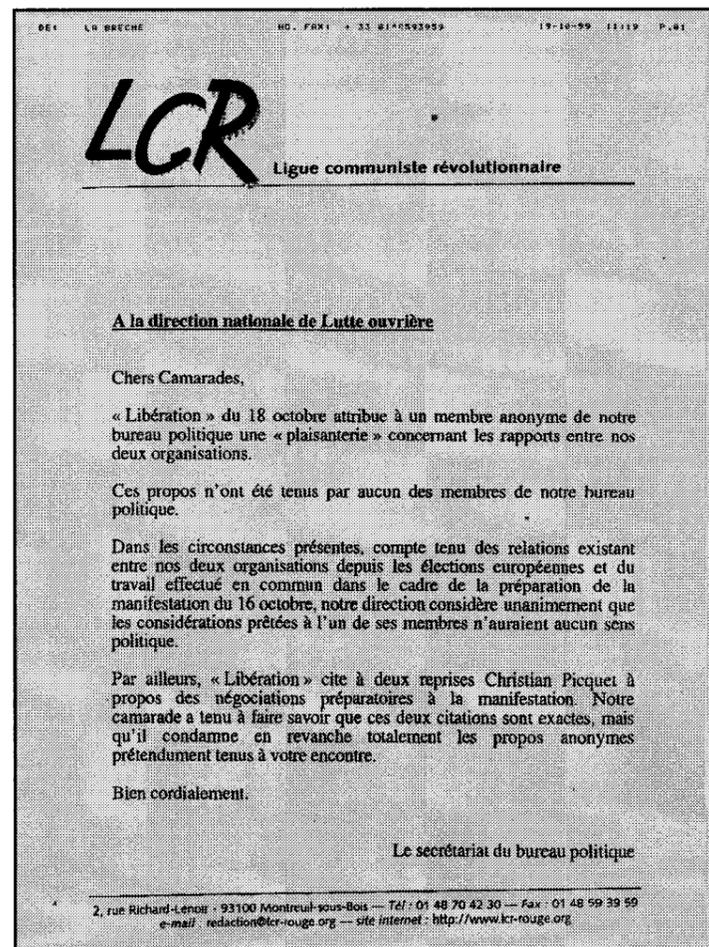
Quant à notre choix de participer à cette manifestation, *Libération* n'hésite pas, pour en parler, à prendre quelques libertés avec la vérité. « Lutte Ouvrière a laissé tomber ses préventions habituelles contre le dialogue avec une autre formation politique pour s'engager dans des discussions

préparatoires avec les responsables de la place du Colonel Fabien » écrit ainsi Christophe Forcari. Mais Lutte Ouvrière a dialogué avec bien des organisations, dont la LCR, ou feu le PSU, à une époque où Christophe Forcari suçait peut-être encore son pouce. Et si pendant longtemps aucune discussion n'a été possible avec les responsables du PCF, ce n'est certainement pas de notre fait.

Christophe Forcari n'hésite d'ailleurs pas, pour enrichir son récit, à nous prêter des propos qui n'ont jamais été tenus. Il fait ainsi dire à notre camarade Jean-Pierre Vial, qui avait critiqué dans nos colonnes l'attitude de la confédération CGT : « Qui n'est pas avec nous est contre nous », tout cela avec les caractères italiques et les guillemets de rigueur pour authentifier une citation. Il est pourtant facile de vérifier dans Lutte Ouvrière que cette phrase n'a jamais été écrite à propos de cette manifestation, par quelque rédacteur que ce soit.

qu'il y a à prendre », en lui faisant ajouter « mais c'était toujours les mêmes qui prépareraient la bouffe ». Si de tels propos ont effectivement été tenus, ce ne pourrait être que par un adversaire, qui plus est irresponsable, de la collaboration LO-LCR. Mais on peut raisonnablement penser que cette citation était de la même eau que celle attribuée à Jean-Pierre Vial (Cf. le texte du fax que la LCR nous a fait parvenir à ce propos).

Mais la fausse citation ne doit pas être le seul don de Christophe Forcari. Il doit aussi être télépathe, puisqu'il écrit en conclusion de son article : « L'extrême gauche s'est retrouvée en tête à tête avec le PCF. Avec au soir de cette journée de manifestation le sentiment d'avoir servi de caution de gauche au parti de la place du Colonel Fabien ». C'est évidemment le droit de Forcari de penser que nous avons joué ce rôle de caution. Mais sur quelles bases objectives peut-il affirmer à ses lec-



Fax que nous avons reçu le 19 octobre 1999 de la LCR.

Dans la même veine, il attribue à « un des membres du bureau politique de la LCR » des propos présentant les militants de LO comme des gens qui ont pour habitude, dans les manifestations de prendre « ce

teurs que l'extrême gauche a éprouvé ce sentiment ?

Manque de sérieux intellectuel ? Professionnel ? Ce sentiment-là, il est évident que nous l'avons.

Daniel MARTI

Dans le monde

Italie

## LE 16 OCTOBRE DE REFONDATION COMMUNISTE

Samedi 16 octobre, l'Italie aussi a eu sa manifestation nationale, à l'appel du Parti de la Refondation Communiste. Trains et cars spéciaux ont amené à Rome des dizaines de milliers de militants et sympathisants du parti, venus contester les orientations du gouvernement D'Alema, marquées notamment par ses nouvelles attaques contre les retraites, par des choix budgétaires avant tout en faveur du patronat, par la précarisation croissante du travail revendiquée par D'Alema il y a quelque temps lorsqu'il a proclamé triomphalement « la fin des emplois fixes ».

Organisée pratiquement à chaque rentrée, cette manifestation est un test pour « Rifondazione comunista ». L'an dernier, en octobre 1998, elle intervenait juste après la scission du groupe des « costuttiani » ayant décidé de soutenir la majorité gouvernementale au moment où le parti avait décidé de s'en retirer. Le test avait réussi, nombre de militants ayant voulu marquer alors leur solidarité avec la majorité de « Rifondazione » et avec le choix de se retirer de la majorité gouvernementale.

Cette année, la mobilisation semble avoir été nettement moins forte. En partie, la direction de « Rifondazione comunista » paye sans doute pour ses ambiguïtés. Le choix de sortir de la majorité gouvernementale, s'il s'est accompagné de quelques déclarations radicales, n'a pas changé fondamentalement sa politique. Pire même, au mois d'août, le secrétaire général Bertinotti a fait clairement comprendre que, dans la perspective des prochaines élections régionales, puis législatives, il envisage de nouveau des alliances avec les partis de centre-gauche actuellement au pouvoir.

La raison invoquée, après le mauvais résultat enregistré par le PRC aux élections européennes de juin (4,2 %), est de sauver ses positions, et notamment ses élus qui dépendent en partie de telles alliances. Mais le fond de

cette politique, bien des militants du parti en gardent l'amère expérience, c'est d'amener à soutenir la politique antiouvrière de ce centre-gauche au pouvoir, avec pour résultat la démoralisation et le discrédit du parti dans la classe ouvrière. Le virage annoncé par Bertinotti ne soulève donc pas l'enthousiasme et la manifestation du 16 octobre s'en est sans doute ressentie.

Bien sûr, dans son discours de clôture de la manifestation sur la Piazza del Popolo, Bertinotti qui avait invité deux ouvriers de Michelin-France à participer à la manifestation à ses côtés a dénoncé « la politique néo-libérale du gouvernement D'Alema ». Il a présenté la perspective de l'alliance avec le centre-gauche que dirige le même D'Alema comme un « défi » à celui-ci pour confronter les programmes. Il a aussi saisi l'occasion fournie par les récentes révélations faites en Italie sur les espions dont l'URSS aurait disposé autrefois, notamment dans les rangs du PC, pour revendiquer l'étiquette communiste et fustiger les anciens communistes comme D'Alema, qui a renié cette étiquette pour accéder au gouvernement. Mais cela ne peut suffire à définir une perspective réelle.

Depuis des années, « Rifondazione » se débat, oscillant entre l'accord avec le centre-gauche, voire le soutien à ses gouvernements, et des velléités d'opposition, sans jamais pour autant définir une politique claire. Le résultat est cette démoralisation progressive du parti, un déclin de son influence que le retour vers le centre-gauche annoncé par Bertinotti a bien peu de chances d'enrayer. Tant il est vrai que seuls un langage radical, une politique de défense décidée des intérêts des travailleurs, dans une perspective de classe, pourraient être en mesure de réarmer ses militants, et au-delà la classe ouvrière, face aux offensives qu'ils subissent.

André FRY

PORTUGAL

Élections législatives

LE PS L'EMPORTE, LE PC PROGRESSE  
L'EXTRÊME GAUCHE A DEUX ÉLUS

Aux élections législatives portugaises du dimanche 10 octobre, le Parti Socialiste est resté en tête avec 44 % des voix, manquant de peu la majorité absolue de 115 députés. Le PS, dont le slogan de campagne était « *Le Portugal est en de bonnes mains* » conserve donc le gouvernement, en même temps que la présidence de la République. L'opposition de droite, le PSD (32,3 %) tout comme le Parti Populaire (8,38 %), perd quelque peu, tandis que le Parti Communiste Portugais (PCP) gagne autour de 2 %, passant de 7 à 9 % (il était encore à 13-14 % entre 1989 et 1993).

Mais la nouveauté est l'en-

trée au Parlement de deux députés d'extrême gauche, Francisco Louça et Luis Fazenda, élus dans le district de Lisbonne sur la liste du Bloc de Gauche (BE). Ce nouveau parti, issu de l'alliance de trois formations, obtient 2,46 % (131 867 voix) sur l'ensemble du pays. Mais dans les districts urbains, il fait nettement mieux : 4,8 % dans le district de Lisbonne (55 000 voix) et 6 % sur la ville elle-même (21 631 voix). A Porto également les résultats sont bons, avec 21 000 voix sur le district ; il n'en manquait environ que 1 500 pour obtenir un troisième député.

Dans ces districts, les résultats du Bloc représentent

presque la moitié des voix de la CDU, l'alliance électorale formée autour du PCP. A Lisbonne, il obtient près des trois cinquièmes : 21 631 voix quand le PCP en obtient près de 37 000. Ce vote urbain semble venir plutôt des jeunes. Cela se vérifie dans les bureaux de vote, où les électeurs sont répartis en fonction de leur date d'inscription dans le quartier : le pourcentage pour le Bloc varie du simple au triple selon que l'on dépouille des votes d'électeurs inscrits depuis longtemps ou depuis peu.

Ce vote à l'extrême gauche traduit sans doute la lassitude d'une partie de l'électorat vis-à-vis du Parti Socialiste.

L'abstention a été de 38 %. Au pouvoir depuis 1995, le PS se flatte d'avoir instauré un RMI et revalorisé un peu les retraites. Il se glorifie de la prospérité de l'économie, de la réalisation de grands travaux, de la réussite de l'exposition universelle de l'an passé, toutes choses qui n'ont pas mis fin, au contraire, à la misère. 30 % des ménages sont en dessous du seuil de

pauvreté ; les salaires restent les plus bas de toute l'Union européenne et le système de santé fait l'unanimité contre lui dans les couches pauvres.

Souhaitons que ces deux députés d'extrême gauche parviennent à exprimer au Parlement, et dans le pays, les revendications des travailleurs et des petites gens.

Vincent GELAS

LE BLOC DE GAUCHE

Le Bloc de Gauche (BE, Bloco de Esquerda) est né au début de 1999, de la fusion de trois formations qui continuent toutefois d'exister de manière indépendante, pour le moment. C'est un nouveau parti, et non une alliance électorale comme la loi portugaise les autorise (le PC portugais, par exemple, se présente généralement aux élections sous le nom de la CDU, l'Alliance démocratique unitaire, dont il forme la quasi-totalité des forces militantes et électorales). Le Bloc est apparu en vue des élections européennes, où, en obtenant 1,9 % des voix, il n'a eu aucun député européen. Car il n'y a que 30 postes à pourvoir pour le Portugal. Les résultats à Lisbonne dépassaient déjà les 3 %.

Les trois composantes du Bloc sont l'UDP, le PSR et Política XXI.

L'UDP (Union Démocratique Populaire) est issue du courant maoïste des années 1970, de sa partie la plus ouvrière et la moins anti-PCP. Elle dispose encore d'une certaine base ouvrière et populaire, en particulier parmi des responsables syndicalistes de base. Elle est

représentée à la direction nationale de la CGT portugaise. Elle se réclame du marxisme et laisse percer une sensibilité nationaliste. Elle avait eu un député à la Constituante en 1975, avec 0,69 % des voix. Son porte-parole national, le major Tomé, a déjà siégé plusieurs fois au Parlement, mais la dernière fois il avait été élu sur une liste d'alliance avec le PCP. Luis Fazenda, élu second sur la liste à Lisbonne, est le secrétaire général du parti.

Le PSR (Parti Socialiste Révolutionnaire) est une organisation trotskyste, section portugaise du Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale, organisation sœur donc de la LCR française. Plutôt influent parmi les intellectuels et les étudiants, les candidats qu'il a présentés dans le passé étaient médecins, psychiatres, acteurs, chanteurs, économistes, architectes. Il intervient sur le terrain de la lutte antifasciste, des luttes des femmes, des droits des homosexuels. Francisco Louça, tête de liste à Lisbonne et élu député, est une figure connue dans les médias. Quand Le Pen était il y a quelques années venu faire

une conférence à Lisbonne, il avait réussi à y intervenir et à lui dire vigoureusement son fait, devant les caméras et toute la presse. Le PSR, tout comme l'UDP, est représenté au Conseil municipal de Lisbonne, tous deux élus en alliance avec le PS et le PC contre la droite.

Política XXI est un groupe peu structuré d'intellectuels qui se sont éloignés du PC. Leur chef de file est Miguel Portas, le porte-parole national du Bloc, qui à Porto a manqué de peu d'être élu.

Les revendications essentielles du Bloc, qui est de tonalité très anti-Maastricht, sont : la dépénalisation de l'avortement (un référendum sur ce thème n'a pas obtenu la majorité), une réforme fiscale (incluant la taxe Tobin, un impôt exceptionnel sur les grandes fortunes et la création d'une CSG), la justice sociale et les droits des travailleurs, en particulier la limitation des emplois précaires et les 35 heures sans baisse d'effectifs ou de salaire (mais donnant droit pour les entreprises à des réductions d'impôts), et la dépénalisation des drogues.

V.G.

La procédure de vote et d'élection

Pour les élections législatives, au Portugal, le vote se fait à la proportionnelle, sans seuil minimum, sur les listes de candidats établies par chaque parti ou alliance de partis, au niveau du district. Il y a dans le pays une vingtaine de districts, correspondant à des régions. Le nombre de députés d'un district dépend de sa population : pour Lisbonne, la région de la capitale, la plus peuplée, il y

en a une cinquantaine, ce qui donne évidemment les meilleures chances aux formations minoritaires.

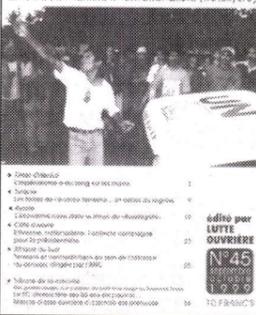
On constate toutefois l'injustice de ce système proportionnel : le Bloc de Gauche a obtenu 2,46 % des votes, mais seulement deux députés (moins de 1 % des 230 députés). La proportionnelle intégrale au niveau national lui en aurait donné 5 ou 6.

Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE N°45  
(septembre-octobre 1999)

- **Timor-Oriental :**  
L'impérialisme a du sang sur les mains
- **Turquie :**  
Les failles de l'écorce terrestre... et celles du régime
- **Russie :**  
L'économie russe dans le miroir du « Russiagate »
- **Côte d'Ivoire :**

lutte de classe



Ethnisme, nationalisme, l'abjecte campagne pour la présidentielle

• **Afrique du Sud :**  
Tensions et contradictions au sein de l'alliance au pouvoir, dirigée par l'ANC

• **Tribune de la minorité :**  
Des gardes rouges aux yuppie, du petit livre rouge au Financial Times  
Le PC chinois fête ses 50 ans de pouvoir... Mais la classe ouvrière n'a jamais été preneuse

PAKISTAN

L'ARMÉE  
REPREND  
LE DEVANT  
DE LA SCÈNE

Il a suffi que le Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif essaie de destituer le chef de l'armée pour que celle-ci, le 12 octobre, renverse le gouvernement civil et prenne directement en main le pouvoir. Cela dans un contexte où, il est vrai, le discrédit et la pourriture du régime avaient atteint un tel degré que le coup d'Etat semble avoir été plutôt bien accueilli d'une fraction importante de la population.

Aujourd'hui, les militaires au pouvoir disent, comme toujours en pareil cas, vouloir lutter contre la corruption. Ils ont gelé les comptes en banque des principaux hommes politiques, et menacent de publier la liste des fraudeurs. Ils auraient certes bien du travail à faire, à commencer par eux-mêmes. Le budget de l'armée représente 30% des dépenses de l'Etat. Les militaires, à l'occasion du soutien aux moudjahidin afghans dans les années 1980, ont mis la main sur de fructueux trafics d'armes et de drogue, et largement détourné l'aide internationale. Avec les mafias liées aux grands propriétaires fonciers et aux industriels, ils étranglent de concert une des populations les plus pauvres du monde. Il est vrai que l'impérialisme pré-lève, lui aussi, largement sa part. Le budget de la dette dépasse même celui de l'armée et se monte à 40%.

En fait, depuis la création du Pakistan en 1947 à l'issue d'une guerre sanglante avec l'Inde, l'armée a toujours joué un rôle prépondérant dans la direction des affaires du pays où elle a exercé directement le pouvoir pendant un total de 25

ans, en partie grâce aux généreuses subventions de l'impérialisme US à qui elle a servi d'instrument dans la guerre froide, en Afghanistan en particulier. Ce fut elle qui dans les faits porta « démocratiquement » au pouvoir le Premier ministre qu'elle vient de déposer, Nawaz Sharif, en 1998, là aussi au nom de la lutte contre la corruption du régime – d'ailleurs bien réelle. Il remplaça alors Benazir Bhutto, fille d'Ali Bhutto, assassiné par un dictateur précédent, et représentante d'une puissante famille féodale du sud du pays. Avec Nawaz Sharif, leader de la Ligue Musulmane, c'est un autre clan qui venait au pouvoir, celui-ci basé dans la région de Lahore, dans le nord, ce qui engendra la montée d'une véritable guerre civile larvée au sud, en particulier à Karachi. Nawaz Sharif s'appuya alors sur les forces intégristes, renforçant le règne de la loi islamique, imposa des mesures d'austérité draconiennes aux classes laborieuses, et décréta en mai 1998 l'état d'urgence pour faire face aux grèves ouvrières. Mais il eut manifestement le tort aux yeux des militaires, d'abord, de jouer avec le feu en attisant les conflits inter-ethniques et religieux au Pakistan, ensuite de céder à la pression internationale en reculant au Cachemire face à l'Inde... et il aggrava son cas en voulant s'en prendre aux sommets de l'armée.

Aujourd'hui, les grandes puissances font pression, notamment par le biais du FMI, pour que le régime se donne à nouveau une façade civile. Les candidats ne



L'ex-Premier ministre Nawaz Sharif avec le chef de l'armée, Musharraf. Le premier ayant voulu limoger le second, ce dernier a pris directement le pouvoir.

manquent pas, à commencer par Benazir Bhutto qui a déclaré qu'elle « comprenait la réaction de l'armée ». Quant aux grandes puis-

sances, elles souhaitent avant tout un retour à une stabilité politique qui permette à l'impérialisme, main dans la main avec les

clans féodaux et les chefs militaires, d'étrangler la population pakistanaise.

Daniel MESCLA

TANZANIE La mort de Nyerere

ILLUSION ET LIMITE  
DU NATIONALISME

**Julius Nyerere, ancien président de Tanzanie, est mort le 14 octobre dernier, dans un hôpital londonien. Il avait conduit à l'indépendance l'ancienne colonie britannique.**

C'est en 1954 que ce jeune intellectuel, après avoir suivi des études d'histoire au Royaume-Uni, se fit connaître en accédant à la présidence de la TAA, la Tanganyika African Association, une organisation nationaliste africaine, créée quelque 20 ans plus tôt.

En 1954, le Tanganyika était sous domination britannique. Dans le contexte d'émancipation coloniale qui marquait l'après-Deuxième Guerre mondiale, la Grande-Bretagne attribua une représentation séparée mais clairement inégalitaire à la population noire du Tanganyika, ce qui conduisit la majorité africaine à être de plus en plus sensible aux revendications nationalistes. Sous l'impulsion de Julius Nyerere, la TAA devenue la Tanganyika African National Union (TANU), compta, trois ans après sa fondation, un demi million d'adhérents.

Son combat nationaliste « pour que le Tanganyika

devienne autonome et indépendant » trouva le soutien des mouvements coopératifs et syndicaux. La TANU, accentuant la pression sur la Grande-Bretagne, sans jamais recourir à la violence, s'affirma, auprès des instances internationales, comme la seule formation en mesure de négocier l'indépendance du territoire, qui lui fut finalement accordée le 9 décembre 1961. Son dirigeant, Julius Nyerere, se retrouvant alors à la tête du gouvernement, fit le choix de n'y rester que 6 semaines pour pouvoir se consacrer au renforcement de la TANU. Puis, il se fit élire, à une très écrasante majorité, président de la République, le 9 décembre 1962, son adversaire ne recueillant que 3% des voix.

Le 24 avril 1964, se constitua la République unie de Tanzanie, réunissant le Tanganyika et Zanzibar.

Nyerere gouverna jusqu'en 1985, se retirant alors volontairement de la présidence.

L'époque de Julius Nyerere fut considérée comme celle du « socialisme africain », un « socialisme » qui s'apparentait plus à un nationalisme soucieux de conserver une partie des richesses autrefois totalement pillées par les puissances coloniales.

Sur le plan international, on

lui tressa l'auréole d'un dirigeant « à la farouche volonté d'indépendance vis-à-vis des grandes puissances ». Il apporta son soutien à de nombreux partis politiques et à des mouvements de libération engagés dans la lutte contre les puissances coloniales. En 1978, Nyerere envoya des troupes en Ouganda contre le dictateur Idi Amin Dada. Il protesta contre « l'attitude arrogante, provocante et mercantile » de la France qui vendait des armes au régime raciste de Pretoria, et se fit un chef de file du « non-alignement ».

Nyerere consacra son existence à tenter vainement de rendre viable le petit Etat de Tanzanie. Il voulait, disait-il, que dans « son » pays, on puisse « travailler ensemble pour le bien de tous ». Mais, en 1975, le revenu moyen par tête d'habitant restait inférieur à 400 francs par mois. Il refusa de céder aux « diktats » du FMI, parce que, affirmait-il, « si nous acceptons ces conditions, il y aurait des émeutes dans les rues de Dar es-Salaam ». C'est donc la crainte de la révolte des plus pauvres et des plus déshérités qui l'inspira, et non la volonté de s'appuyer sur cette révolte pour renverser l'ordre impérialiste.

Dominique MATHIEU

Cegelec - Nanterre - Hauts-de-Seine

## LA DIRECTION TENTE 13 LICENCIEMENTS D'INTIMIDATION

Après avoir fait évacuer par les forces de l'ordre, lundi 11 octobre, l'établissement de Nanterre, la direction de Cegelec a envoyé treize lettres de licenciement.

Les salariés de Cegelec Nanterre avaient entamé leur mouvement le 4 octobre à environ 120, sur les 400 concernés en région parisienne (voir LO de la semaine dernière). Ouvriers sur les chantiers, ils luttent contre la suppression d'une prime d'outillage équivalant à 3% de leur salaire et de diverses indemnités ou majorations pour déplacements ou heures de nuit, qui font partie d'un accord Serce acquis il y a plus de 30 ans et que la direction veut brutalement remettre en cause.

C'est l'intransigeance de leur direction qui les a amenés à occuper l'établissement de Nanterre. Le motif de licenciement invoqué par la direction, entrave à la liberté du travail, renverse les rôles. En fait, leur patron n'a pas

digéré la sympathie dont les grévistes bénéficiaient de la part des employés et techniciens de Nanterre, ni celle rencontrée au cours de visites dans d'autres établissements de la région parisienne, à Vitry et Montesson.

Malgré ce coup-bas, les travailleurs n'ont pas baissé le bras et ont ajouté le refus des licenciements à leurs autres revendications. Ils sont parfois retournés sur leurs chantiers pour rallier d'autres travailleurs, se retrouvant pour faire signer une pétition, collecter de l'argent... Les manifestants du 16 octobre à Paris, où ils sont venus avec tracts et banderoles, ont pu voir à quel point ils avaient le moral intact.

Lundi 18 octobre, à Nanterre, ils ont tenu une assemblée générale, pendant les convocations des travailleurs menacés de licenciement, où ils ont été rejoints par des employés du site, non grévistes, venus par solidarité. Ils ont appris que des débrayages de solidarité avaient aussi lieu à Caen, Arras et Sandouville.

Cegelec fait depuis peu partie du groupe Alstom. Et dans ce supergroupe, divisé en de multiples sites, usines, établissements, ayant parfois des personnalités juridiques différentes, le patron tente un peu partout des coups contre les travailleurs. Ainsi, à ABB Alstom Power, une structure issue d'un nouveau découpage, il a prévu de supprimer 1900 postes, 41% de l'effectif, dans l'activité des Turbines Vapeur (voir dans ce numéro de LO, un article page 12). Les travailleurs de Cegelec en lutte ont donc le sentiment qu'ils ne sont pas tout seuls à devoir se défendre. Et c'est peut-être la crainte que leur mouvement éveille des échos ailleurs qui poussera la direction à revenir sur les licenciements.

Prochaine étape, mercredi 20 octobre où le comité d'entreprise est convoqué pour donner son avis quant aux sept salariés protégés, cinq délégués CGT et deux CFTC, parmi les treize menacés de licenciement...

Centre de tri - Bordeaux

## TROISIÈME SEMAINE DE GRÈVE CONTRE LES RESTRUCTURATIONS

Mercredi 6 octobre, les 80 postiers qui travaillent deux nuits sur quatre au CTD (un secteur du centre de tri qui trie le courrier de la ville de Bordeaux) se sont mis en grève et ont commencé à bloquer leur secteur. Une partie de celui-ci doit disparaître d'ici à mai 2000, 51 postes de travail seraient supprimés. Les travailleurs du CTD refusent absolument d'être mutés dans n'importe quelles conditions sur un autre site et de se retrouver à faire des horaires qui ne leur conviennent pas.

En fait, la grève a démarré après une prise de parole syndicale de la CGT lorsqu'une inspectrice a décidé que l'assemblée ayant trop duré, un trentième d'un mois de salaire serait retenu aux postiers participants. Ceux-ci ont répondu en décidant la grève pour la nuit.

Depuis lors, les travailleurs du CTD reconduisent leur mouvement, occupent leur secteur. Le lundi 11, alors que les syndicats devaient être reçus au siège du groupement postal, au centre-ville, plusieurs dizaines de postiers les ont accompagnés. Mais la direction n'avait rien à dire de concret. La grève a donc été reconduite et les grévistes sont allés s'adresser aux postiers du centre de tri voisin, en particulier lors d'une assemblée générale de nuit, à une heure.

Cette nuit du 6 au 7 puis du 8 au 9, la grève s'est étendue : deux brigades de nuit ont fait grève et ont bloqué le centre, à l'initiative des militants de la CGT et de Sud. Le mécontentement est grand là aussi devant la pression de l'administration qui tente de faire disparaître le travail «deux nuits sur quatre» pour le rem-

placer par des horaires «atypiques». Les grévistes en nuit du CTD et du centre de tri ont formé un piquet commun à la porte du centre.

Le jeudi 14 octobre, les grévistes décidaient d'arrêter les machines, de tenir un piquet devant la porte devant un feu de palettes. Dans la nuit, des chefs accompagnés d'huissiers arrivaient et étaient accueillis par une pluie d'œufs.

Jeudi 14 et vendredi 15, les syndicalistes se relayaient pour intervenir à chaque prise de service. En jour, une courte majorité prenait position pour la grève et bloquait le centre.

Vendredi 15, une trentaine des grévistes du CTD, sur proposition d'un responsable CGT, se rendaient à la Recette principale pour s'adresser aux facteurs qui leur faisaient bon accueil.

Au début de la semaine suivante, le lundi 18, une majorité de postiers en jour continuaient la grève et la nuit tenait bon.

Dans la nuit du 18 et du 19, les grévistes, vers deux heures du matin, se sont rendus dans un centre de tri parallèle et y ont fait irruption. Deux responsables de La Poste ont reçu une volée d'œufs. Les grévistes se sont adressés aux intérimaires présents, un peu surpris. Le courrier a été dispersé...

Ce mardi 19, au centre de tri, en jour, le mouvement continuait, sans toutefois se renforcer. Par contre, il reste majoritaire en nuit. La détermination du CTD, tout particulièrement, ne faiblit pas, après trois semaines de grève, face à une direction qui pourrait sous peu avoir à ravalier ses airs méprisants.

## Fusions, concentrations

# AU PROFIT DES ACTIONNAIRES ET AU DÉTRIMENT DE TOUTE LA SOCIÉTÉ

L'Aérospatiale-Matra va fusionner avec Dasa (groupe Daimler-Chrysler Aerospace) pour former le numéro 3 de l'aéronautique mondiale. C'est maintenant quasiment chaque semaine, et parfois même chaque jour, que de telles concentrations sont annoncées à travers le monde. C'est ainsi que, le jour même de l'annonce concernant l'Aérospatiale, Matra et Dasa, on apprenait la fusion pour 2002 de deux banques au Japon.

A coups de milliards ou de dizaines de milliards de dollars, des trusts fusionnent, formant des groupes encore plus grands. Au premier trimestre 1999, 434 milliards de dollars ont été engagés dans le monde dans de telles opérations. Depuis, le mouvement ne s'est pas ralenti.

BNP-Paribas, Elf-TotalFina, Carrefour-Promodès, Hœchst-Rhône-Poulenc, Pechiney-Alcan... pour n'en citer que quelques-unes qui concernent la France.

Chaque fois, on nous explique que tout cela est indispensable car il faut être le plus puissant pour faire face à la concurrence des autres. Le gouvernement n'a pas manqué de nous servir ces arguments à propos du regroupement Aérospatiale-Matra-Dasa, se félicitant de cette fusion qui va, selon lui, donner à l'industrie aéronautique européenne un outil dans la concurrence avec les États-Unis. Mais à quoi peuvent servir toutes ces fusions/recompositions, etc.? S'agit-il de mieux permettre la satisfaction des besoins des populations? Bien sûr que non. Être

plus compétitifs, cela veut dire pour tous ces groupes être plus rentables, et permettre aux actionnaires d'amasser plus de profits. C'est d'ailleurs bien pour cette raison que toutes ces concentrations d'entreprises s'accompagnent quasiment à chaque fois de réductions d'effectifs.

Dès l'annonce de la fusion Elf-TotalFina, on apprenait que 2 000 suppressions d'emplois étaient prévues dans ce cadre. Renault qui vient de racheter Nissan y a annoncé 21 000 suppressions d'emplois. Pour les employés des sociétés concernées, tout cela se traduit donc par des menaces sur l'emploi et des conditions de travail qui se dégradent. Et du point de vue de l'ensemble de la société, il y a là un énorme gâchis de

richesses, car ces fusions mobilisent une masse de capitaux gigantesque qui aurait pu servir à faire bien des choses indispensables, à commencer par la création de millions d'emplois. Avec les 210 milliards de dollars dépensés en Europe en trois mois dans ces opérations de fusion, on aurait pu créer plus de six millions et demi d'emplois à 8 000 F de salaire mensuel (charges comprises).

Certes, concentrer la production ou regrouper des services n'est pas en soi une aberration. On peut tout à fait imaginer que cela permet d'éviter un gaspillage de temps et de richesses. Il n'est pas forcément nécessaire en effet qu'existent plusieurs entreprises d'aéronautique, fabriquant à peu de chose près les

mêmes engins. Regrouper et coordonner des activités identiques ou complémentaires dans des unités plus vastes est certainement plus rationnel. Mais cela n'aurait vraiment un sens que dans le cadre d'une planification générale de l'économie, dans l'intérêt de l'ensemble de la population et sous son contrôle direct. C'est la seule façon pour que cela se traduise vraiment par une amélioration des conditions de vie de tous. Sinon, cela ne permet que d'augmenter les profits des actionnaires.

Alors, c'est bien ce grand capital, ces sommes d'argent gigantesques, qu'il faut exproprier pour qu'elles servent à l'ensemble de la population et non contre elle.

Paul BARRAL

Aéroport de Paris ORLY



Manifestation le 7 octobre 1999.

# LES 35 HEURES POURRAIENT AVOIR DU MAL À DÉCOLLER

**Les 7 et 14 octobre, à Orly et à Roissy, nous avons été plusieurs milliers à manifester notre opposition au projet de la société gestionnaire des aéroports de Paris (ADP) sur les 35 heures.**

Les discussions sur ce sujet se déroulent en effet dans un contexte de réorganisation, de passage en sous-traitance et de menace de filialisation qui affectait déjà les conditions de travail dans de nombreux secteurs. Or le projet d'ADP sur les 35 heures ne fait que renforcer ces menaces et donc l'inquiétude des salariés.

Si l'on retire les fioritures dont ADP entoure son projet, il prévoit le passage à un horaire hebdomadaire moyen de 36h30, compensé

par 11 jours de réduction du temps de travail (à prendre à la discrétion de l'encadrement). Mais l'horaire quotidien, lui, pourra varier entre 6h30 et, «exceptionnellement», 10 à 12 heures!

Quant aux créations d'emplois, ADP se moque du monde. Chaque été, elle embauche environ 800 CDD dont plusieurs centaines sont embauchés en fixe en fin de saison. Or tout ce que le projet prévoit «en échange» de l'annualisation, c'est 450 emplois en quatre ans dont 160 à 180 au début 2000, et encore sous réserve que l'activité aéroportuaire augmente de 4,5% par an. Et ce serait aux salariés de payer cet «effort» en acceptant un gel des salaires pour 4 ans!

Ce sont l'annualisation des horaires et le nombre ridicule d'embauches prévues qui ont le

plus choqué. Lorsque, début octobre, la direction a annoncé la phase finale des négociations, la CGT a répondu à la pression générale en appelant à des débrayages pendant les discussions et à des heures d'information quotidiennes pour faire le point de la situation.

D'emblée la participation a été très forte. Dans un premier temps, pour la plupart des présents, il s'agissait de donner du poids aux négociateurs syndicaux face à la direction. Puis, très vite, quand il est devenu clair que la direction n'entendait rien céder, des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées pour remettre en cause la participation des syndicats aux discussions et exiger qu'ils ne signent rien.

Bien sûr, nous savons bien que

pour contraindre ADP à reculer sur l'essentiel – sur l'annualisation, les embauches, sans parler des salaires – il faudra bien autre chose que ces quelques débrayages. Mais nous avons été 2000 environ entre Orly et Roissy (sur 7500) à participer aux manifestations du 7 et du 14 octobre. Et, au moins, nous avons fait entendre

notre opposition au projet d'ADP.

La prochaine étape était prévue le 21 octobre, lors de la discussion du projet au Comité d'entreprise. Et à cette occasion, nous comptons bien faire entendre notre voix encore plus clairement.

Correspondant LO

## RATP : Dépôt d'autobus des Lilas – Seine-Saint-Denis

# GRÈVE POUR LES EFFECTIFS

**Le 14 octobre, la quasi totalité des conducteurs du dépôt de bus RATP des Lilas (Seine-Saint-Denis) a fait grève pour réclamer des effectifs.**

La veille, un conducteur s'était fait violemment insulter par des voyageurs mécontents à cause du manque de bus et des attentes trop longues. Le conducteur avait craqué et demandé à cesser son travail. Cela n'est qu'un exemple de ce que subissent les conducteurs quotidiennement.

La grève déclenchée le lendemain dès la prise de service, à 4 heures 30 du matin, traduisait le ras-le-bol des conducteurs face à un manque d'effectifs qui dure depuis plusieurs années. Il fait que des services sont supprimés ou non couverts – pour reprendre le langage de la RATP – et se traduit par des bus en moins sur les lignes. Les usagers attendent donc plus longtemps des bus qui arrivent bondés.

Le 14 octobre au matin, à la sortie des premiers bus, des militants de la CGT ont appelé les conducteurs à débrayer pour réclamer les effectifs nécessaires pour assurer les services prévus. Une assemblée générale de tous les conducteurs, rejoints par les ouvriers de l'atelier du dépôt et des agents de maîtrise, s'est tenue. Tout le monde était d'ac-

cord pour continuer le débrayage le reste de la journée. Le chef de dépôt, venu à l'assemblée, a essayé de justifier la situation en invoquant l'absentéisme pour maladie et les inaptés (conducteurs temporairement affectés à d'autres tâches que la conduite, suite à un problème de santé). Il a évoqué les 110 embauches annoncées par la RATP pour l'ensemble des 23 dépôts à l'horizon 2000, qui ne sont en fait qu'une anticipation des embauches que prévoit la Régie dans le cadre de l'aménagement de la réduction du temps de travail (ARTT).

Les conducteurs, face à ces «réponses» bidon ont décidé d'aller à la direction générale, où nous avons été reçus par le DRH du Département bus. Il a «pris note» de nos difficultés et des revendications d'effectifs, en se retranchant lui aussi derrière les mêmes 110 embauches prévues.

Les grévistes étaient conscients qu'une action dans un seul dépôt ne peut obliger la RATP à procéder aux embauches nécessaires. Cela dit, ils étaient satisfaits d'avoir marqué le coup. Certains s'attendaient à un appel à une action depuis quelque temps. Il faut souligner que ce type de débrayage spontané s'était fait le plus souvent, ces dernières années, suite à des agressions. Mais cette fois-ci, nous avons fait grève pour des effectifs.

Correspondant LO

## SNCF – Ateliers du Landy – Région parisienne

# 35 HEURES : UNE RIPOSTE AUX MAUVAIS PLANS DE LA DIRECTION

**Au Landy, l'application des 35 heures est vivement contestée par le personnel. Il faut dire que, dans ces ateliers, où sont entretenus les TGV Nord, Eurostar et Paris-Bruxelles-Amsterdam, la direction tente de profiter de la réorganisation des horaires pour obtenir des gains énormes de productivité sur notre dos.**

En effet, dans tous les ateliers du matériel, la politique de la SNCF est d'augmenter le trafic sans augmenter le parc de locomotives et de rames voyageurs. Pour cela, elle veut limiter au maximum l'immobilisation des rames dans les ateliers pour entretien ou réparation, en particulier en période de pointe, le vendredi soir et le dimanche.

Cela signifie l'augmentation du travail de nuit, de week-end, le déplacement de cheminots directement en gare pour certaines interventions légères. Et avec une telle politique de flux tendu, la pression sera énorme pour remettre en circulation des voi-

tures, quand bien même toutes les réparations de confort ou de sécurité n'auront pas été effectuées. Cela se voit déjà actuellement, mais cette irresponsabilité ne pourra que s'accroître, au détriment des cheminots et des voyageurs.

Pour faire passer ses nouveaux roulements, la direction a organisé des groupes de travail, chargés de donner l'illusion d'une concertation. En fait, tous les roulements étaient prévus pour chaque secteur, comme l'a prouvé une liste de la direction publiée par les syndicats. Partout, il y avait une aggravation : tel secteur passerait du travail en journée en 2x8, tel secteur en 2x8 passerait en 3x8. Dans la plupart des secteurs elle a tenté d'incorporer le travail de nuit ou de certains samedis dans les roulements.

Un premier rassemblement début octobre a regroupé deux cents cheminots, la plus grosse assemblée du Landy, bien plus qu'en 1995. Elle était appelée par la CGT et FO, ces deux organisations avaient appelé localement à la grève au printemps dernier contre le projet national des 35 heures. Nous avons fait entendre nos revendications au directeur de

l'établissement : augmentation des effectifs, aucune extension du travail de nuit et de week-end, garantie du pouvoir d'achat. Comme il refusait de nous donner ces garanties, l'assemblée a approuvé le gel de tous les groupes de travail.

Dans la semaine, la direction faisait savoir aux équipes concernées qu'elle abandonnait l'idée d'intégrer le travail de week-end dans les roulements, sans toutefois aucune garantie d'augmentation d'effectif, correspondant aux 35 heures, ni de maintien du pouvoir d'achat. Une deuxième puis une troisième assemblée ont confirmé qu'il était hors de question d'accepter des horaires qui étaient une régression. Une fraction de l'assemblée a souhaité déposer un préavis de grève pour la semaine prochaine afin d'accroître la pression.

Quoi qu'il en soit, pour la direction, la tentative de faire passer en douce ses projets, secteur par secteur, a déjà échoué. Les groupes de travail sont toujours gelés, la réorganisation au point mort, ce qui gêne avant tout la direction. Nous avons commencé à la faire reculer...

Correspondant LO

Hôpital de Besançon

# LA COLÈRE MONTE

Depuis début octobre, le personnel du CHR de Besançon se mobilise pour exiger des effectifs supplémentaires. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est le transfert des services de cardiologie et de pneumologie dans un nouveau bâtiment, le pôle cœur-poumon.

Au premier abord, cela ne pouvait qu'améliorer nos conditions de travail et offrir plus de confort et de sécurité aux malades. Seulement voilà, ce déménagement ne s'accompagne pas des 37,5 postes qui avaient été demandés initialement. Seuls 16,5 postes de soignants ont été accordés par l'ARH (Agence régionale de l'hospitalisation). Et pour compenser le déficit en personnel dans des secteurs comme le brancardage, l'entretien des locaux ou la radiologie entre autres, la direction du CHR a opté pour le redéploiement de onze agents. En fait, il s'agit de personnels «prélevés» à la hâte dans des services déjà en sous-effectif, pour les transférer là où le manque est flagrant.

Les agents du service technique ont démarré la grève le 4 octobre. Ils ont commencé par aller expliquer au directeur général qu'ils en avaient assez de cumuler journées de travail, gardes et astreintes depuis des mois pour mettre en route ce nouveau bâtiment.

Vendredi 8 octobre, à l'appel de l'intersyndicale, nous étions environ 150, toutes catégories confondues, pour venir exprimer notre ras-le-bol au directeur général. Plusieurs d'entre nous sont intervenus pour dire que le manque de personnel est tel qu'il représente un danger pour la sécurité des malades. Par exemple, des infirmières du bloc opératoire de chirurgie cardiaque ont expliqué que, alors qu'elles sont déjà en sous-effectif, la direction va ouvrir une nouvelle salle opératoire, et supprimer deux postes d'ASH et un d'aide-soignant de nuit. Or, dans ce bloc, il arrive que les infirmières, après leur journée de travail, soient d'astreinte pour la nuit. La suppression des postes

d'ASH et AS impliquera que les infirmières devront faire le ménage des salles de bloc, après leur nuit, et ce avant d'attaquer une nouvelle journée de travail.

Les assistantes sociales, plusieurs services soignants, les manipulateurs radio, les brancardiers ont eux aussi expliqué clairement leurs revendications. Face à ces nombreux témoignages, le directeur général n'a su aligner que des chiffres, des points ISA, bref, la langue de bois habituelle. Nous avons donc décidé tous ensemble de mettre un point final à cette entrevue, et nous sommes allés en manifestation au centre-ville, à la rencontre de la population qui nous a accueillis avec beaucoup de sympathie.

Le mercredi 13 octobre, toujours en intersyndicale, les représentants au Comité technique d'établissement ont décidé de ne pas siéger. La motion qui a été lue à l'ouverture de ce CTE a été largement diffusée au personnel ainsi qu'à la presse.

Puis, jeudi 14 octobre, jour du conseil d'administration, nous nous sommes retrouvés à plus de 200 pour accompagner les représentants syndicaux, qui ont décidé là aussi de ne pas siéger. Une partie des grévistes présents en ont profité pour entrer dans la salle du conseil d'administration et interpeller les administrateurs et le maire en leur faisant part de leurs revendications. Bien entendu, là aussi, nous n'avons rencontré aucune solidarité, pas même de la part des médecins présents à cette

assemblée. Le maire, quant à lui, s'est senti obligé de déclarer qu'il était très content de nous avoir rencontrés!

Mardi 19 octobre, c'est en manifestation que nous irons rencontrer le directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation, puisque celui-ci n'avait pas daigné répondre à notre invitation, lors du conseil d'administration. «A l'hôpital y'a trop de travail, à l'extérieur y'a trop de chômeurs», c'est un slogan qui est plus que jamais d'actualité.



Manifestation et assemblée de grévistes

Au nettoyage de Peugeot Poissy — Yvelines

## UN AVERTISSEMENT POUR LE PATRON

Commencée le 6 octobre, la grève des travailleurs et travailleuses du nettoyage de la société Sin et Stes s'est terminée une semaine plus tard. La mobilisation devant les portes de l'usine et le blocage à plusieurs reprises de camions de fournisseurs de l'usine, au grand dam de la direction Peugeot, ne sont pas passés inaperçus.

Le protocole d'accord signé par le patron et les représentants syndicaux avec l'accord des grévistes reste bien en deçà des revendications des travailleurs. Ainsi, en guise d'augmentation de salaire, le patron accorde un changement de coefficient à certains travailleurs et de 2,5 à 1,5% aux autres en fonction de leur qualification. Le treizième mois reste en suspens et les heures de grève non payées, le patron proposant de récupérer 60% des heures non travaillées.

Il reste que le patron reconnaît par écrit que la grève a été causée par des «anomalies concernant l'application de la

convention collective relative aux coefficients». Et pour les grévistes, c'est une manière de reconnaître ses torts. Il s'engage à distribuer le matériel de sécurité nécessaire qui manquait avant et à revoir les contrats de travail en y précisant les primes et les horaires.

Certes, c'est sur le papier qu'il «s'engage» et il faudra veiller à ce qu'il applique. Mais dans une boîte où le patron se croyait tout permis au mépris des droits élémentaires des travailleurs, c'est déjà une victoire que de l'avoir contraint par la grève à reconnaître que les revendications des grévistes étaient fondées. Et il aurait tort de penser qu'elles appartiennent au passé.

Dans les ateliers, cette grève a fait beaucoup causer. Voir Peugeot baliser devant quelques dizaines de grévistes, ça fait plaisir. Alors, à plus nombreux...

Correspondant LO

Alstom - LCA La Courneuve — Seine - Saint-Denis

## LICENCIEMENTS

### AU PROGRAMME

A l'Alstom, la direction n'a pas perdu de temps après la fusion Alstom - ABB pour préparer des charrettes de licenciements.

A l'établissement LCA La Courneuve, un établissement de 200 techniciens, dessinateurs et ingénieurs, il nous est parvenu un document qui prévoit froidement notre disparition ou presque. Sur les 191 que nous sommes aujourd'hui, nous ne resterions qu'à 28 salariés. La réorganisation ne vise pas que notre seul établissement : de l'Angleterre à la

Suède en passant par Belfort et Paris, ce sont près de 2 000 emplois qui disparaîtraient sur les 4 300 qui dépendent de l'activité Turbine - Vapeur.

En fait cette réorganisation va toucher tous les secteurs d'ABB - Alstom. Ainsi, la semaine dernière, les camarades de Rateau qui travaillent sur le même site que nous ont débrayé pour protester contre la séparation de leur établissement en deux entités. Ils craignent que la direction profite de cette opération pour les diviser et supprimer des emplois.

A LCA, dès que nous avons

reçu le document menaçant, tout le monde s'est réuni. Nous avons décidé d'aller voir la direction pour lui demander de s'expliquer et de démentir le document, s'il s'agissait d'un faux. Dans le cas contraire nous avons affirmé que nous ferions tout ce qui est en notre pouvoir pour défendre notre emploi, ici comme dans le groupe.

Nous ne manquons effectivement pas d'alliés. Alstom croit pouvoir faire ce qu'il veut. Mais les travailleurs ont la force de l'en empêcher.

Correspondant LO

La Poste - Paris 09

## Contre les suppressions d'emplois LE MOUVEMENT CONTINUE

Après quatre jours de grève diversement suivis à la distribution de La Poste Paris 09, mercredi 13 octobre a eu lieu le vote organisé par la direction pour recueillir l'avis des facteurs sur ses différents projets de réorganisation du travail.

Il fallait choisir entre trois propositions différant sur les heures de prise de travail ou la façon d'organiser la distribution, mais pas sur les quarante suppressions d'emplois. Or, dans les assemblées générales de la semaine précédente, une revendication avait nettement entraîné la majorité des facteurs : pas de suppressions d'emplois ! Aussi, les syndicats ont proposé un projet n°4 comprenant le refus des suppressions d'emplois, pas de prises de service anticipées ni de charges plus lourdes. Un bulletin de vote n°4 fut distribué à l'entrée du bureau, le jour du vote, par une dizaine de facteurs grévistes en plus des syndicalistes. Le fait de voir de simples collègues de travail s'impliquer dans la bataille a sans doute joué dans le choix des facteurs puis leur mobilisation : sur 240 votants, 140 se sont prononcés sur le projet n°4, c'est-à-dire contre les suppressions d'emplois.

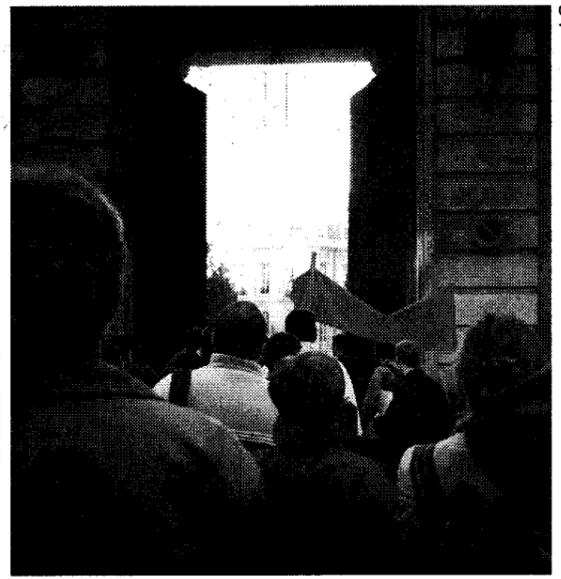
Le directeur voulait l'avis des facteurs du bureau, eh bien, il l'avait ! Aussi, quand celui-ci a annoncé le lendemain jeudi que les bulletins pour le n°4 étaient nuls, ce fut la colère. Et la grève fut votée à une énorme majorité de la distribution, piétonne et motorisée. Nous sommes alors partis en manifestation à plus de 150 à la direction de La Poste de Paris-Centre, au Louvre, aux cris de « Pas de suppressions d'emplois », « Un postier de plus c'est un chômeur de moins », « Jacquet, (le directeur) ton projet, si tu savais où on se le met... », ce qui rappelait aux plus jeunes d'entre nous les manifs lycéennes. Le long du cortège, nous avons eu des manifestations de soutien d'usagers.

Les suppressions d'emplois confirmées lors de l'entrevue à Paris-Centre, il fut donc décidé de se retrouver à nouveau le lendemain matin en AG. Après trois heures d'assemblée, le directeur accepta de recevoir à nouveau une délégation... si nous reprenions le travail !

Ce fut un tollé général. Et même les chefs d'équipe ont pris parti pour les grévistes en refusant de les pointer. Le vendredi 15 octobre, la grève a été votée par une centaine de camarades. Nous étions un peu moins



Les postiers manifestent devant la mairie du IX<sup>e</sup>, qui ferme ses portes (en haut).  
Le tri du courrier à Paris 09 (en bas).



nombreux que la veille, mais une loi antigreve à La Poste nous compte en grève samedi et dimanche si nous y sommes le vendredi. Aussi, tout le monde était plutôt content de se retrouver si nombreux à montrer notre détermination ! Quant à la réunion avec le directeur, il y fut confirmé que 9 emplois étaient rendus, ce qui

était insuffisant pour tout le monde.

Lundi 18, la grève était beaucoup plus minoritaire. Il fut donc décidé de retourner discuter avec les collègues pour amener du monde à une assemblée le jeudi 21 octobre, veille de la présentation d'un nouveau projet par le directeur. Un préavis a été déposé par tous les syndicats pour le lundi

suivant, car plusieurs dizaines de facteurs sont toujours mobilisés contre les suppressions d'emplois et bien décidés à tout faire pour entraîner plus de monde dans le mouvement, à Paris 09, mais aussi si possible dans d'autres bureaux touchés par les suppressions d'emplois.

Correspondant LO

Centre de tri du Landy - Paris 18

## UNE POSTE À L'IMAGE DE LA SOCIÉTÉ

Nous ne sommes plus qu'environ 400 à travailler au centre de tri du Landy. Depuis un an et demi 150 emplois ont été supprimés.

Le Landy n'est pas seulement un centre comme les autres. A savoir un centre où La Poste supprime des emplois, comme elle tente de le faire partout, il est à l'image de ce qu'est de plus en plus aujourd'hui La Poste.

Quand ce centre a ouvert en 1991, La Poste voulait en faire un centre moderne, destiné à trier essentiellement le courrier des pays les plus industrialisés de l'Europe. Puis, de fermeture en fermeture de centres de tri, elle a réorganisé le travail dans ses centres, réservant à deux centres de tri ouverts entre-temps avec à chaque fois moins de personnel le soin de traiter le courrier des pays dits développés.

Il ne restait plus au Landy, en dehors du courrier des Pays-Bas et de l'Italie, que le tri des pays d'Afrique (Maghreb compris) et des pays de l'Est. Le courrier en partance ou en provenance de ces pays-là est en grande partie du courrier de particuliers. Alors que dans les

pays industrialisés, c'est le courrier des entreprises qui domine.

Si la notion de service public avait encore un sens, le centre du Landy remplissait cette fonction. Permettre en effet aux populations de correspondre entre elles à des milliers de kilomètres de distance dans de bonnes conditions, n'est pas du luxe.

Bon nombre de ces lettres sont d'ailleurs adressées ou proviennent des organismes sociaux : Sécurité sociale, caisses de retraite, caisses d'allocations familiales, elles sont importantes pour ceux qu'elles concernent.

Bien que ce courrier constitue l'essentiel du courrier du Landy, ce n'est pas celui-là qui est traité en priorité. Le courrier des Pays-Bas et de l'Italie passe avant, même s'il est arrivé après. En effet des accords ont été signés entre les postes de ces pays.

Quand les lettres d'Afrique ou des pays de l'Est s'entassent trop, elles sont renvoyées sur un autre centre de tri avec ce que cela signifie de transport et de manutention supplémentaires, sans que là-bas, du fait des baisses d'effectifs, il y ait forcément des postiers pour les trier immédiatement.

Aussi les lettres recommandées peuvent attendre plusieurs jours à la «soute», là où les sacs de recommandés sont stockés.

Il en va de même pour le choix des sacs. La Poste fait des différences en fonction de la destination, prétextant que certains sacs ne reviendraient pas (dans certains pays, ils pourraient servir de bâches aux habitations !). La Poste donc a fait confectionner des sacs de moindre qualité qu'elle nous demande de coudre avec des machines très vétustes. Un collègue de nuit en a fait l'expérience récemment. Un ressort qui s'échappait de la machine l'a percuté au front, heureusement sans gravité. Les emplois de maintenance étant eux aussi supprimés, il n'y a plus assez de monde pour entretenir le petit matériel, et seules les grosses machines à trier méritent les soins de la direction.

Les sacs à coudre concernent les pays du Maghreb, l'Afrique et depuis peu... l'ex-URSS, comme quoi La Poste entérine rapidement les détériorations des situations économiques. Ces derniers temps, plusieurs pays d'Afrique frappés par les guerres ou l'ex-Yougoslavie ont vu, quant à eux, leur courrier stocké en soute de longs mois.

En somme l'organisation de La Poste, à son niveau, reflète les inégalités de la société.

Correspondant LO

nos lecteurs écrivent

La Ciotat

## LES POSTIERS EN ONT ASSEZ

A la poste de La Ciotat nous triions jusqu'à 45 000 objets par jour alors que la moyenne officielle est de 38 000. Mais la direction en veut toujours plus ! En effet, depuis le mois de septembre, une nouvelle machine utilisée au centre de tri, le TG3, nous impose du courrier supplémentaire. Nous dépassons, de ce fait, l'heure de tri prévue pour préparer notre tournée, ce qui rallonge notre journée de travail.

Trop c'est trop ! Le mercredi 8 septembre, 36 facteurs sur 37 ont stoppé le tri au bout d'une heure. La direction nous a alors ordonné de continuer sous peine de nous retenir la journée. Nous l'avons prise au mot et nous avons arrêté le travail. Après trois jours de grève, nous avons repris le travail dans l'intérêt des usagers mais la CGT a refusé de signer un protocole qui impose un travail supplémentaire aux agents.

Seulement on ne peut à la fois faire des économies sur le dos des postiers et offrir un service correct aux usagers. Les 65 000 envois non distribués et

stockés par la direction dans un local à Aubagne ont été recouverts par un mètre d'eau du fait des intempéries. Et comme si cela ne suffisait pas, la direction a refusé notre proposition de distribuer le courrier sur deux jours. Elle a choisi de faire travailler 26 personnes en emplois précaires sur quelques jours. Et bien entendu ces jeunes non formés ont égaré des lettres. Assez d'économies au détriment des personnels et des usagers ! Assez de précarité !

De plus nous restons mobilisés car la direction veut profiter des 35 heures pour nous imposer du travail supplémentaire le samedi ou les mois d'été où les touristes sont nombreux. Pourquoi pas le dimanche !

Nous ne sommes pas d'accord. Nous voulons tout simplement offrir un service de qualité aux usagers et pour cela il faut embaucher, en CDI, du personnel formé et correctement rémunéré.

Le secrétaire du syndicat CGT de La Poste (La Ciotat)

SNECMA

# ACCORD SUR LA RTT SANS CRÉATION D'EMPLOIS NI RÉDUCTION JOURNALIÈRE

Dans le groupe Snecma, l'accord sur la RTT (réduction du temps de travail) a été signé le 28 septembre dernier par quatre syndicats sur cinq (CFDT, CGC, FO, CFTC). La CGT, refusant de le signer.

Après des mois de tergiversations, la direction générale, au mois d'avril dernier, proposait un premier accord associant les départs en PRP (pré-retraite progressive) à la RTT. En fait, cela n'a rien à voir avec une réduction réelle du temps de travail puisque tout le monde gardait son horaire actuel (38 heures). Les équipes devaient toucher une prime de 350 F au titre de la RTT. La direction s'engageait à procéder à 200 embauches, mais en contrepartie d'une modération salariale. Par ailleurs, la PRP prévoyait 1 000 départs qui n'étaient compensés que par 500 embauches. Au bout du

compte, on se retrouvait avec une baisse des effectifs de 300 salariés. La réaction des travailleurs du groupe fut unanime: en juin, trois journées de grève avec manifestations amenèrent la direction à revoir sa copie.

Début juillet, elle proposait une dernière mouture de son plan aux syndicats. L'horaire était ramené à 36 heures et pas 35. Au titre de la RTT, elle attribuait 11 jours de congés supplémentaires à tout le monde (12 jours si on compte tous les ponts payés). Sur ces 11 jours, 3 jours restaient à la disposition de l'entreprise. Les embauches passaient à 400. Mais elle maintenait la modération salariale de 1,15% sur trois ans, ce qui signifiait que les augmentations générales annuelles étaient amputées de 0,38% jusqu'en 2002 et ce, faut-il le préciser, dans une entreprise qui annonce 1,6 milliard de bénéfices. Pour la PRP, c'était le statu quo par rapport au premier projet: 1 000

départs et 500 embauches, soit deux départs pour une embauche. Ce second projet se soldait encore par une baisse d'effectifs de 100 salariés.

Le 11 juillet, la CFDT, persuadée qu'elle obtiendrait un plébiscite pour la signature, décidait de consulter les salariés de tous les centres, sauf celui de Gennevilliers. Mais surprise pour elle, sur les 67% de salariés consultés, 53% votèrent contre l'accord! Dans certains centres, à Corbeil en particulier, des réactions hostiles visèrent les syndicats favorables à la signature comme la CFDT. Du coup, le 12 juillet la direction n'obtenait aucune signature syndicale.

Après les vacances, la direction revenait à la charge et proposait 500 embauches (au lieu de 400) liées à la RTT. Mais sur le fond, rien de nouveau: pas de réduction journalière du temps de travail, pas de créations d'emplois et toujours la contrainte d'une modé-



ration salariale.

Sur l'usine de Corbeil, la CFDT mettait alors tout son poids pour présenter l'accord comme «un acquis exceptionnel du monde du travail». Elle organisait un référendum sur l'usine, avec des questions piégées comme «Etes-vous pour 1 000 embauches et 12 jours de congés?» ou encore «Etes-vous contre 1 000 embauches et 12 jours de congés?» N'importe quel salarié pouvait voter autant de fois qu'il le souhaitait, à la sortie de la cantine, aux portes de l'usine, etc.

Enfin, à l'échelle du groupe, la CFDT signait l'accord fin septembre. La CGT s'y refusait, dénonçant les points négatifs de l'accord.

Aujourd'hui, le sentiment général des travailleurs de la Snecma est partagé. Beaucoup ont craint que la seconde loi Aubry n'aggrave les choses, estimant que cet accord est un moindre mal. Mais une minorité combative est consciente que cet accord renforce le patronat et conforte le gouvernement, au détriment des travailleurs.

Correspondant LO

**Bosch - ELM - Leblanc**  
Drancy - Seine-Saint-Denis

## Licenciements pour les uns, flexibilité pour les autres

# ON N'EN VEUT PAS!

Dans le cadre de son plan de licenciements, la direction d'ELM-Leblanc, entreprise de chaudières à gaz appartenant au groupe Bosch qui entend jeter à la rue 367 travailleurs, voudrait pouvoir intégrer un accord sur la réduction du temps de travail. C'est l'application, avant la lettre, du fameux «*amendement Michelin*» ajouté au projet de la «*seconde*» loi Aubry faisant obligation qu'il y ait un tel accord ou, à défaut, de « *négociations sérieuses et loyales*» à ce sujet.

Une telle procédure n'engage à rien. L'exemple d'ELM-Leblanc en est l'illustration.

Partant d'un «accord défensif», selon l'expression consacrée qui permet aux patrons d'obtenir les aides financières, le projet d'aménagement du temps de travail concocté par la direction d'ELM n'a d'autre but que d'aggraver les conditions et d'augmenter la charge de travail de ceux qu'elle garderait. En plus de l'atelier que la direction veut fermer pour en transférer la production dans une autre usine Bosch en Turquie, dans la plupart des autres secteurs, les effectifs devraient être réduits; et là, il faudrait faire faire aux travailleurs restants le travail des licenciés.

Le projet de «réduction» du temps de travail prévoit donc rien moins qu'une «*durée maximale de travail fixée à 46 heures*

*par semaine, et à 44 heures en moyenne sur douze semaines*»! Il prévoit au moins 8 samedis travaillés par an choisis selon les besoins de la production, ainsi que la possibilité de recourir, quand la direction en aurait besoin, au travail de nuit, qui jusque-là n'existait pas. Quant aux horaires qui fluctueraient au cours de l'année entre semaines longues, semaines moyennes ou semaines plus courtes, ils pourraient être modifiés, à condition de prévenir les ouvriers une semaine à l'avance, voire seulement 48 heures, «*en cas de contrainte exceptionnelle*» dit la direction.

Pour les dépanneurs du service après-vente, le temps de travail effectif serait de fait allongé, puisqu'il serait désor-

mais décompté à partir de l'arrivée chez le premier client, temps de transport non compris, et les primes seraient diminuées. Ceux qui refuseraient la modification de leur contrat de travail nécessaire à cette réorganisation se verraient rajoutés sur la liste des licenciés économiques. C'est ce que la direction appelle « *sauver des emplois*» par l'aménagement du temps de travail!

Les travailleurs d'ELM-Leblanc, déjà révoltés par l'annonce des licenciements, sont également indignés par le sort que leur patron réserve à ceux qui resteront à l'usine. Mardi 19 octobre, jour où le patron devait présenter officiellement au Comité d'entreprise son projet d'accord sur le temps de travail ainsi que ses propositions de reclassements, nous nous

sommes à nouveau retrouvés nombreux dans le hall du building de la direction où devait se tenir la réunion. Et après avoir exigé que le patron descende s'expliquer en public, tous les présents ont dit haut et fort qu'ils ne voulaient pas de ces prétendues 35 heures et ont dénoncé le caractère bidon des soi-disant mesures de reclassement contenues dans son projet de « *plan social*».

Il n'est pas question d'accepter qu'une partie des travailleurs de l'usine soit mise à la rue, et que l'autre connaisse la flexibilité et le travail du week-end et de nuit. Une raison de plus de se trouver unanimes pour lutter contre l'ensemble du plan de licenciements.

Correspondant LO

# MOBUTU, ROI DU ZAÏRE

de Thierry Michel

A l'aide d'images d'archives souvent inédites, d'interviews de témoins plus ou moins proches de Mobutu, le réalisateur belge Thierry Michel signe un documentaire politique sur l'ascension, le règne et la chute du dictateur zaïrois, de 1960 à 1997, qui est très intéressant.

Il ne s'agit pas d'un tableau d'ensemble sur les problèmes économiques et sociaux du Zaïre, mais de l'itinéraire de Mobutu, lequel est largement centré sur sa mégalomanie. Ce parti pris serait très réducteur, voire gênant, car Mobutu n'était évidemment pas un fou isolé, suspendu en l'air. Mais le film est heureusement ponctué par des rappels montrant les liens établis entre Mobutu et tous les grands de ce monde (et leurs services spéciaux).

De nombreux témoignages illustrent d'abord la manière dont Mobutu s'empara du pouvoir, au début des années 1960, avec l'aide de la CIA contre son rival Patrice Lumumba, Premier ministre du jeune Etat congolais indépendant. A commencer par le témoignage du chef de la CIA au Congo, Larry Devlin, qui laisse entendre avec un certain cynisme que la décision de faire éliminer physiquement Lumumba (à défaut de le faire taire politiquement, car jugé trop indépendant en cette période de guerre froide) venait directement de la Maison Blanche. Les services secrets américains trouvèrent en Mobutu l'homme de la situation. De cette époque d'ailleurs, naquit une amitié indéfectible avec... George Bush, qui adopta l'un de ses fils et fut l'un de ses plus fidèles soutiens tout au long de son règne.

Lumumba assassiné, Mobutu organisa son coup d'Etat avec l'aide de l'armée, se débarrassa du chef de l'Etat et fit pendre les ministres encombrants. Ainsi naquit l'une des dictatures les plus féroces de l'Afrique équatoriale. Dictateur mégalomane, Mobutu Sese Seko transforma l'ex-Congo belge, devenu Zaïre, en un régime policier et sanguinaire. La population fut embriaguée de force dans le parti unique. Le ministre de l'Information de Mobutu, un personnage veule, explique benoîtement comment il mit les moyens d'informations au service de la dictature pour mieux duper la population.

Vomi par la population du pays qui survivait dans la misère (notamment celle de Kinshasa, la capitale où il n'osait plus mettre les pieds), Mobutu considérait le pays comme sa propriété personnelle à l'instar de l'ancien colonisateur belge, le roi Léopold II. Il pillait donc sans vergogne le pays, riche en or, en diamants et en minéraux divers. Il amassa ainsi une fortune colossale, l'une des plus importantes de la planète; une fortune de plusieurs milliards de dollars équivalant à la dette du Zaïre. Népotisme et clientélisme, affairisme et corruption furent les maîtres mots de son règne. Enrichissement extrême de la camarilla au pouvoir et appauvrissement des quarante millions de Zaïrois, telle a été la réalité du Zaïre durant ces dernières décennies.

Autoproclamé maréchal et président à vie, Mobutu fut accueilli à bras ouverts par les gouvernants du monde entier, de Richard Nixon à George Bush, du roi Baudouin de Belgique à Elisabeth II d'Angleterre. Les images d'archives retrouvées par Thierry Michel sont très révélatrices des liens qui unissaient le dictateur aux différents chefs d'Etat français. La France apporta son soutien politique, militaire et financier au dictateur Zaïrois jusqu'à sa chute. Il faut entendre un Valéry Giscard d'Estaing affirmer que Mobutu était son «ami personnel». Président de la République, Giscard parvint à sauver le pouvoir chancelant de «son ami» en faisant sauter la légion sur Kolwezi, en 1978. Il faut entendre Jacques Chirac proclamer haut et fort toute «l'affection» qu'il porte au maréchal Mobutu, tout comme entendre Raymond Barre reprendre le refrain d'une chanson à la gloire du dictateur lors d'une réception grotesque. Mobutu était autant réputé pour la rapacité avec laquelle il spoliait son peuple que pour la générosité qu'il prodiguait à l'égard de ses puissants parrains français ou américains,



Une cordiale poignée de main à l'Élysée, entre Mobutu et Giscard.

parrains dont il finançait les campagnes électorales à coups de millions de francs ou de dollars.

Pendant trente ans, Mobutu s'accrocha au pouvoir bec et ongles. Menacé à plusieurs reprises par des révoltes populaires, toutes noyées dans le sang, son régime ne dut sa survie qu'à l'aide militaire des grandes puis-

sances impérialistes et notamment française (dont les multinationales participaient au pillage des richesses du sous-sol) selon l'aveu de ses propres conseillers politiques et militaires, souvent des Européens. Et c'est l'un des principaux mérites, et non des moindres, du film de Thierry Michel que de le montrer.

Un film à voir. Malheureusement, il n'est projeté que dans une seule salle, à Paris: Espace Saint-Michel, 7 place Saint-Michel. Et comme il y a foule, il est préférable d'arriver plus d'une demi-heure avant chaque séance si on veut espérer voir le film.

René CYRILLE

## Lire

# LES SAISONS DE GIACOMO

de Mario Rigoni-Stern



Elle n'est pas très drôle, la vie des humbles, dans l'Italie fasciste de la fin des années vingt et des années trente, même quand les échos des discours du «Duce» Mussolini ne parviennent qu'atténués comme c'est le cas sur le plateau d'Asiago, cette terre des confins italo-autrichiens où est né l'auteur, Mario Rigoni-Stern, qui s'en est fait le romancier.

La vie est rude bien sûr parce qu'on est dans une montagne aux pauvres ressources, mais aussi parce que cette montagne est encore meurtrie par les conséquences de la guerre, celle de 1915-1918 entre l'Italie et l'Autriche, dont le plateau a été un des principaux champs de bataille. Il faut reconstruire les maisons, les villages, nettoyer peu à peu les champs de tous les débris laissés par la guerre. Les tranchées, les casemates, les munitions, les obus non éclatés, tout cela est encore là, parfois même aussi les cadavres décomposés des soldats italiens ou autrichiens. Cela fournit même un revenu de

complément aux hommes du plateau qui se font récupérateurs du cuivre, du fer ou du plomb des munitions, au risque d'y laisser leur peau si un obus éclate malgré leurs précautions.

Pour Giacomo, né à la fin de la guerre, ces années-là sont celles de sa jeunesse et cette montagne meurtrie le théâtre de ses jeux d'enfant. Ce sont aussi malgré tout des années de bonheur, celles où son amie d'enfance devient sa fiancée et où tous deux échafaudent des projets d'avenir.

Mais le régime qui règne à Rome se fait connaître jusque sur le plateau d'Asiago. C'est d'abord de façon apparemment anodine, parce que les jeunes sont conviés à faire partie des «Balilla», la jeunesse fasciste. Il y a aussi les «avant-gardistes» du parti fasciste qui viennent en montagne pour un camp d'été, et puis cette grande entreprise dans laquelle on enrôle la population: la construction d'un ossuaire monumental pour les soldats morts en 1915-1918. Il est vrai que les chansons martiales des

fascistes, les exercices stupides des «Balilla», les hymnes à la gloire du «Duce», tout cela glisse sur les montagnards qui savent y opposer leur scepticisme, et parfois leur franche résistance.

Mais rien n'y fait: la mise en condition qui s'opère n'est rien d'autre que l'annonce de la nouvelle guerre qui vient. Pour qui, comme Giacomo, atteint les vingt ans en 1939, la jeunesse et ses promesses de bonheur ne s'ouvrent que sur un déluge de fer, de feu et de sang. Beaucoup y laisseront leur vie, engloutis comme la génération précédente dans la folie de la guerre mondiale, la seconde en vingt ans...

Voilà un livre émouvant où, comme dans ses autres romans, Mario Rigoni-Stern sait nous faire partager la vie, les émotions et les drames de la population pauvre d'une région qu'il connaît bien.

André FRY

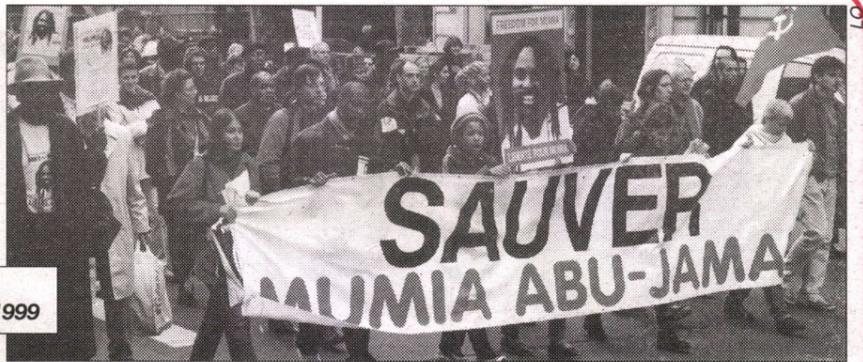
Les saisons de Giacomo, de Mario Rigoni-Stern Collection Pavillons, chez Robert Laffont. 221 pages, 129 F.

# LIBERTÉ POUR MUMIA ABU-JAMAL!

Mercredi 13 octobre a été annoncé que Tom Ridge, gouverneur de Pennsylvanie, avait signé un nouvel ordre d'exécution, fixée au 2 décembre, à l'encontre de Mumia Abu-Jamal. Dix jours auparavant, la Cour suprême des Etats-Unis, dont c'était la rentrée d'automne, avait rejeté la requête de ses avocats pour obtenir un nouveau procès. Dans les jours à venir, une demande d'habeas corpus doit faire l'objet d'une décision. Son acceptation entérinerait le recul de l'échéance et la mise

en place de procédures d'appel. Accusé sans preuves du meurtre d'un policier en décembre 1981, Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort par un tribunal de Philadelphie le 3 juillet 1982, à l'issue d'un procès truqué à propos duquel il a été prouvé que des témoins n'ont pas été entendus alors que d'autres ont été fabriqués sous la menace de policiers. Ce procès fut présidé par le juge Sabo, lui-même ancien policier et connu sous le nom de « Roi du couloir de la

Manifestation à Paris le 1<sup>er</sup> avril 1999



mort» pour ses records en matière de condamnations. Pour tous ces hommes dits « d'ordre », impitoyables pour les pauvres et ceux de leur camp qui ne se laissent pas faire, il s'agit de faire payer à Mumia Abu-Jamal son engagement du côté des petites gens noirs, victimes de multiples injustices, lui qui fut porte-parole des Panthères noires et animateur d'une radio libre qui se voulait « la voix des

sans-voix ». Cela fait 17 ans que Mumia Abu-Jamal est enfermé en prison et y endure « un semblant de vie en attendant la mort » comme il l'a dit un jour. En juin 1995, le même gouverneur avait déjà fixé une première date d'exécution dont le report avait été obtenu une semaine avant l'échéance, grâce à d'amples mobilisations dans divers pays. Il faut à nouveau empêcher que ses

bourreaux obtiennent satisfaction et arrachent la vie à ce militant.

Annie ROLLIN

**Le Comité de soutien à Mumia Abu-Jamal appelle à manifester samedi prochain 23 octobre, de Richelieu-Drouot à La Madeleine, à 15 heures. Lutte Ouvrière s'associe à cet appel.**

## Guadeloupe et Martinique

**En Guadeloupe et en Martinique, les travailleurs manifestent depuis plusieurs semaines. Ils n'acceptent pas que les patrons imposent leur loi en s'en prenant aux travailleurs combattifs, aux syndicalistes, et multiplient les manœuvres d'intimidation.**

En Martinique, si le conflit qui touchait les magasins Roger Albert a trouvé une issue après plus de quatre mois de grève, celui du garage Toyota dure toujours. Ce conflit a démarré le 25 mai, lorsque les travailleurs de l'entreprise ont réclamé qu'une part des bénéfices réalisés leur soit redistribuée sous forme d'augmentation de salaire.

Depuis, le patron campe sur sa position de refus et multiplie les attitudes provocatrices : licenciement de plusieurs grévistes, intervention de nervis pour expulser les piquets de grève, astreintes et tentatives de saisie des biens

de certains grévistes. Ce patron est aujourd'hui soutenu par le patronat de l'île, un patronat cynique et agressif espérant disposer d'une main-d'œuvre exploitable et corvéable à merci. Le fait que ces patrons aient fait pression sur l'administration pour obtenir la mutation d'un Directeur du travail - Jacques Bertholle - qui refusait de s'incliner devant leurs méthodes et devant leurs illégalités en matière de droit du travail, va dans le même sens : ces gens-là veulent faire la loi, leur loi dans l'île.

C'est dans ce contexte qu'un nouveau mot d'ordre de grève

# LES TRAVAILLEURS S'OPPOSENT À LA LOI DES PATRONS

générale a été lancé par plusieurs syndicats (CGTM, CSTM, CDMT, SMBEF) à partir du jeudi 14 octobre. Ce jour-là, l'activité de l'aéroport du Lamentin a été fortement perturbée. Le lendemain, les grévistes ont reconduit leur mouvement et paralysé l'activité du port de Fort-de-France. De violentes bagarres ont opposé les grévistes et des jeunes aux forces de l'ordre, notamment à Volga, quartier dit « sensible ».

En Guadeloupe, si le calme est revenu dans les rues de Pointe-à-Pitre après les deux journées d'émeute de la fin sep-

tembre, les conflits se succèdent. Une grève a été déclenchée chez Conforama, après que la direction eut décidé de licencier quatre travailleurs, dont deux délégués. Quant à la grève de la plantation Sainte-Marthe (Saint-François), elle se poursuit depuis le 22 juin. Les travailleurs réclament la réintégration de deux ouvriers abusivement licenciés, dont le responsable du syndicat CGTG, l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité (eau potable et WC !) ainsi que le paiement régulier des salaires et des heures supplémentaires.

Entre-temps, plutôt que de céder et d'avoir à tolérer l'existence d'un syndicat, le propriétaire de cette plantation l'a placée en redressement judiciaire.

Tout cela s'inscrit dans une région où plus de 30 % de la population dite active est au chômage et où des milliers de familles vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Dans ce contexte, la tournée de Jospin dans la région, le 29 octobre, n'est pas faite pour apaiser les tensions. D'ores et déjà, plusieurs organisations et partis politiques ont appelé à une grande journée d'action.

## L'affaire des stock-options SURTAXE OU SUPPRESSION ?

Devant le scandale soulevé par les « stock-options », étalé au grand jour avec l'exemple de Philippe Jaffré, l'ex-patron d'Elf, qui aurait ainsi reçu plus de 200 millions de francs pour se retirer en douceur à la suite du rachat de l'entreprise par TotalFina, les députés socialistes se sont décidés à faire un tout petit geste. Ils ont proposé que les plus-values réalisées dans ce cadre et dépassant 500 000 F soient taxées à 50 % au lieu de 40 %.

Cette initiative, pourtant guère audacieuse, n'a pas été du goût du gouvernement, ni même de certains dirigeants du Parti Socialiste, comme François Hollande, son premier secrétaire qui - tout comme Jospin - souhaitait que cette question embarrassante soit renvoyée à plus tard. Elle prend également Dominique Strauss-Kahn, le ministre des Finances, à contre-pied, lui qui avait affirmé son

intention de taxer les plus-values des stock-options à 25 % seulement.

En fait, cette pratique de stock-options, qui donne le droit à ses bénéficiaires d'acheter des actions à un prix préférentiel, et surtout de ne les payer qu'une fois qu'elles sont revendues, permet d'offrir en toute discrétion de somptueux avantages financiers à certains hauts cadres et dirigeants d'entreprises.

En réclamant que l'on taxe plus fortement les stock-options, les députés socialistes ont sans doute voulu faire un petit geste, encore que, pour l'instant, ce ne soient que des discours. Mais ces vaillants boute-feux n'ont pas eu la témérité de proposer qu'on supprime cette pratique particulièrement scandaleuse.

Ces messieurs se déclarent choqués mais impuissants. Mais alors, à quoi servent-ils ?

R.M.

## Tiberi (suite sans fin) UN FROMAGE NOMMÉ PARIS

On attendait Xavière et ce fut Xavier. Xavier Dugouin, l'ex-président du Conseil général de l'Essonne, mis sur la touche par ses petits camarades de la droite et qui avait, entre autres, permis de toucher 20 000 F par mois pendant dix mois à Xavière Tiberi, la femme de Jean, maire de Paris. Xavier Dugouin donc a reconnu ce que tout le monde savait, que l'« emploi » de Xavière était de pure complaisance et que, s'il s'était montré complaisant, c'était à la demande de son époux, et néanmoins maire.

Cette affaire, somme toute assez banale dans les milieux politiques, a déjà connu des rebondissements assez burlesques - on se souvient peut-être de ce ministre de la Justice, Toubon, à la recherche d'un procureur en vacances dans

l'Himalaya pour lui demander d'étouffer l'affaire.

Et pendant qu'on parle du rapport (fort bien payé) de Xavière, on oublie un peu l'autre affaire rampante en direction des Tiberi (et de leur prédécesseur, Chirac, devenu aussi intouchable qu'un chef de Conseil constitutionnel) : l'affaire des inscriptions sur les listes électorales qui semblent avoir permis, dans le passé, de maintenir la droite en tête à Paris, quand certains arrondissements donnaient des signes d'évolution vers la gauche.

A travers toutes ces affaires, les factions rivales au sein de la droite, du PS ou des Verts se livrent dans la coulisse à une vraie bataille de chiffonniers. L'enjeu pour eux est moins de faire le ménage dans les emplois fictifs accordés aux politiciens

ou à leurs proches, que le fau-teuil du maire de Paris, dont tout le monde a conscience qu'il peut se transformer en tremplin éventuel vers l'Elysée (cela a marché une fois), de la même façon que dans d'autres villes, un peu moins prestigieuses, la mairie est la voie royale conduisant à la Chambre des députés, et pourquoi pas plus haut encore.

Alors, aujourd'hui, ceux qui rêvent de s'asseoir sur le trône des Tiberi - ils ont l'air assez nombreux - font la fine bouche et jouent les candides champions de la transparence. Mais demain ?

Tous ces gens, d'un bord ou d'un autre, prétendent défendre une politique. Laquelle ? Ça n'est pas le spectacle qu'ils nous offrent qui permettra d'y voir plus clair !

Jacques FONTENOY